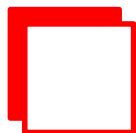


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 214 - 1,50 € - Mai 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

Effet domino au casino européen

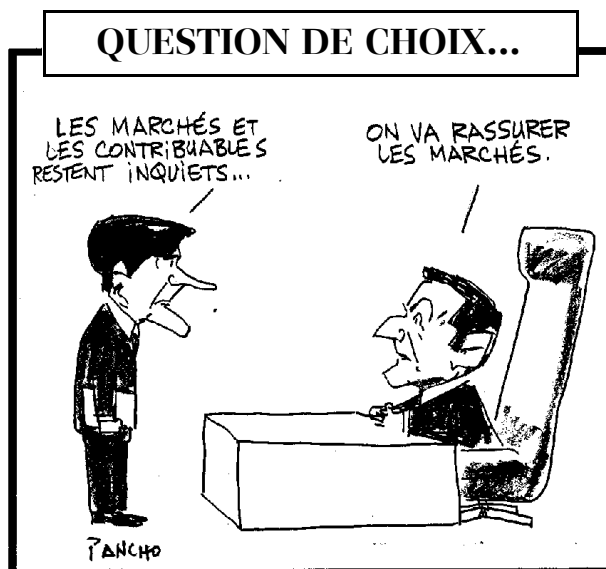
Banquiers et spéculateurs largement renfloués par les Etats après la crise de *subprimes* étatsuniens ont misé sur les hauts rendements offerts par les Etats européens les plus endettés. BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et bien d'autres établissements bancaires européens se sont exposés aux risques, sans vouloir en prendre aucun ! « *Chacun savait que la débâcle viendrait mais chacun espérait qu'elle emporterait son voisin après avoir lui-même recueilli la pluie d'or* »¹. Quand l'insolvabilité de la Grèce est apparue, quand l'effet domino s'est produit dans l'économie casino, ils se sont tous affolés d'autant que les plus rapaces d'entre eux avaient parié gros sur la «faillite» de la Grèce (!), l'intervention du FMI et même la vente de ses îles !

Pris au dépourvu ou myopes, la valetaille européenne caquetait pour rassurer les marchés alors même qu'elle en était l'otage. Les ballets de leurs balourdises et tergiversations, les prétentions de l'Allemagne de tirer les marrons du feu agaçaient, car, contrairement à ce que laissaient paraître leurs conciliabules, il ne s'agissait pas de sauver la Grèce mais les propriétaires de titres de dettes d'Etats surendettés et dont les titres étaient de ce fait menacés de dépréciation. Et la liste s'allongeait du Portugal, à l'Italie en passant par l'Espagne ... Panique ! Le casino risquait de flamber et d'en contaminer d'autres. Wall Street et les autres places financières dévissaient, l'euro chutait.

Fallait mettre bon ordre à cette cacophonie. Le 7 mai, 47 banques européennes réclamaient que la Banque Centrale Européenne rachète leurs dettes pourries. Socialiser les risques, soigner l'endettement des Etats par un endettement encore plus colossal reposant sur les contribuables ! Le message fut entendu. La BCE, les dirigeants européens s'exécutèrent : 750 milliards d'euros. D'autant qu'Obama avait pris sur lui de tancer à plusieurs reprises Merkel, la réticente, soucieux qu'il était de voir l'euro remonter, faute de quoi les exportations américaines en seraient pénalisées ...

Pour la galerie, l'euro est sauvé. En fait, les créanciers sont en joie, ils ont été payés pour s'enfuir sous d'autres cieus plus rémunérateurs et moins risqués. Quant aux peuples, ils peuvent souffrir. Plus certainement, une page est tournée :

la zone euro est au bord de l'éclatement, la croyance dans les vertus du libéralisme s'effrite et l'on conseille même aux traders influençables de ne pas regarder les images à la télé, du peuple grec en résistance ... Au-delà de la récession qui s'annonce un autre spectre hante l'Europe du capital : le réveil des classes ouvrières et populaires.



1) Le Capital de Karl Marx (page 264 -tome 1) Editions sociales

La voie du capitalisme du désastre

Partie du cœur du système (du capitalisme américain), la crise rebondit et touche désormais le maillon faible, l'Europe, cette zone de libre échange sans cohésion politique. La déréglementation financière a pris une telle ampleur, notamment en s'appuyant sur les systèmes informatisés, que les gouvernements en semblent être les otages. D'autant que la question qui les tenaille est de savoir qui va sortir gagnant de cet effondrement. Les USA ou la Chine ? Certainement pas les peuples à qui l'on va administrer une cure d'appauvrissement sans précédent : chefs d'Etats et de Gouvernements, banques centrales et FMI, sous la pression des spéculateurs, en ont décidé ainsi. La déconstruction de l'union monétaire européenne devient plausible. Le recours aux barbouzes et crécelles médiatiques pour lobotomiser les peuples n'y changeront pas grand'chose. La seule crainte des marchés et de leurs laquais endimanchés, c'est la possibilité d'une révolte sociale généralisée. Les «maîtres du monde» sont décidés à tester le degré de résistance des peuples à la purge sociale qu'ils comptent leur administrer. L'histoire s'accélère mais, comme toujours en pareil cas, la pensée critique retarde sur l'évènement.

Faites les poches de vos peuples et que la purge soit radicale !

Tel est le cri de guerre de classe des banquiers et spéculateurs, la Sainte Alliance des chefs d'Etats et du FMI y pourvoira.

En Grèce. Papandréou, ce falot président de l'internationale sociale, s'en est chargé avec le zèle d'un néophyte : suppression de l'équivalent de 2 mois de salaire pour les fonctionnaires, gel des salaires et des retraites pendant 5 ans, pension de retraite calculée non plus en fonction du dernier salaire mais selon le salaire moyen de la totalité des années travaillées, ce qui

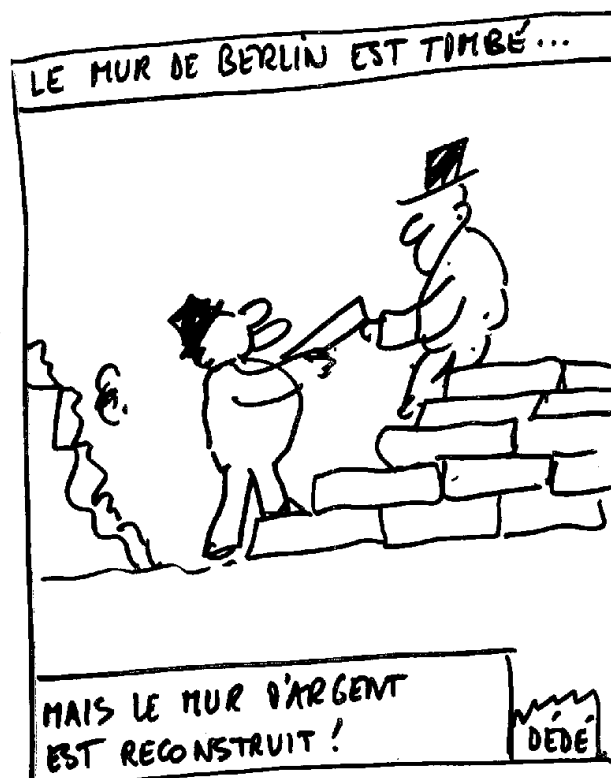
correspond à une baisse de 45 à 60%. Les vieux peuvent crever ! Qui plus est, les dépenses de santé et d'éducation seront amputées de 1,5 milliard d'euros. Instauration d'un SMIC jeunes dévalué, type CPE. Les jeunes peuvent galérer ! Taux de TVA porté à 23%, augmentation des taxes de 10%. Et la liste est loin d'être exhaustive¹. C'est une véritable «boucherie sociale»² qui, évidemment épargne les professions libérales, les banques et les grandes entreprises notamment les armateurs qui déclarent leurs bénéfices et leurs profits dans les pays à fiscalité inexistante, comme Chypre ou les dissimulent dans les paradis fiscaux. Quant aux deux piliers du pouvoir, l'église et l'armée, pas touche ! L'église orthodoxe, malgré son énorme patrimoine foncier et immobilier, continuera de bénéficier d'exemptions fiscales. Et les galonnés pourront toujours plastronner à la tête de leur armada. Il ne faut pas toucher au grisbi de l'industrie de la mort, d'ailleurs la France et l'Allemagne l'ont exigé. Zanos Reglistis, ministre de la défense et de l'armement l'a reconnu : «les dépenses militaires (6 milliards d'euros au budget) ne sont pas incluses dans le plan d'austérité signé avec le FMI», «l'achat de frégates françaises pour 2,5 milliards d'euros ne sera pas remis en cause, ni les 4 sous-marins que construit Thyssen-Krupp, nous en avons d'ailleurs com-

mandé deux supplémentaires», «il serait dangereux pour notre sécurité nationale de diminuer les dépenses militaires» ! Il paraît que la Grèce et la Turquie sont au bord de la guerre pour quelques îles de la mer Egée. Ces cailloux dont certains sont inhabités valent de l'or ... pour les marchands d'armes !

En Espagne. Zapatero, ce socialiste, président de l'Union Européenne en culottes courtes, s'est fait tancer par ses pairs. Son plan de rigueur de 50 milliards d'euros annoncé fin janvier, retoqué, pas suffisant. Il a même eu l'honneur d'être secoué au téléphone par Obama et le 1^{er} ministre chinois³. Il n'y avait pourtant pas été de main morte : retraites bloquées, disparition de la prime de naissance, etc ... Le 12 mai, il obtempère et « courageusement » s'attaque à 2,6 millions de fonctionnaires en abaissant de 5% leur traitement. S'il reçoit les félicitations de la Commission européenne et du FMI, c'est pour lui signifier qu'il doit poursuivre et « assouplir les règles d'embauche et de licenciement », le taux de 25% de précaires est trop faible «pour développer la compétitivité du travail» malgré un taux de chômage de 20%. Non seulement il faut tout faire pour rembourser les créanciers, mais aussi faire suer le burnous aux salariés. Assurément, ces choses là sont dites avec toute la pédanterie flagorneuse qui s'impose.

Au Portugal. Même scénario. José Socrates, encore un socialiste, s'obstine consciencieusement au «renforcement de la crédibilité» de l'Etat «mendiant auprès des marchés» : gel des salaires pendant 4 ans, suppression de prestations sociales décidées en mars dernier. C'est insuffisant ... qu'à cela ne tienne, héroïquement, il vient de décider d'amputer de 5% le traitement des fonctionnaires, la TVA est portée à 21%, les dépenses sociales réduites pour la 2^{ème} fois et les impôts augmentés. Seule consolation pour la consolidation de son pouvoir, le centre droit a décrété l'union sacrée ...

En Italie. Berlusconi se veut rassurant bien que les rentrées fiscales diminuent et que la dette se monte à 1 798 milliards d'euros, soit 115% du PIB. Pour l'instant, il s'en tient au gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2012 et à la réduction drastique des dépenses de ... santé.



Mis à part Berlusconi, il semble que l'oligarchie financière teste la résipiscence des socialos. Ils doivent boire jusqu'à la lie l'amer calice de leur repentir pour les quelques illusions qu'ils ont semées. Tous ces pays auxquels on pourra ajouter prochainement le Royaume Uni, la France, sont les maillons faibles de l'économie capitaliste mondialisée, ceux qu'il faut affaiblir pour que les autres sortent la tête de l'eau. Un économiste «autorisé» a vendu la mèche⁴ : «*Le vieux continent sclérosé en dépression doit se serrer la ceinture pour permettre à l'axe Asie/USA de guider le monde vers la croissance*». Mais, pourquoi faut-il cette cure d'appauvrissement sans précédent ?

Le capitalisme du désastre et ses pantins

La crise de surproduction et l'anarchie du système capitaliste prennent la forme d'une crise financière qui trouve sa source dans les dérèglementations de la circulation du capital mises en œuvre dans les années 80. La course à l'accroissement des profits, la conquête de nouveaux marchés se sont traduites

ON VA TELLEMENT AIDER
LA GRÈCE CETTE SEMAINE,
QU'ELLE SERA EN CONDITION
DE NOUS AIDER
LA SEMAINE PROCHAINE !



PANCHO

par la diminution de 10% en 25 ans de la part des salaires dans le PIB des pays dits développés. Ceux du sud concurrencent désormais ceux du nord, les transnationales échappent peu ou prou à leurs bases nationales. Les délocalisations ont rétréci la base industrielle des bourgeoisies du nord qui ont fait le choix délibéré de «l'industrie» financière, reposant sur l'illusion que le

capital était en capacité de s'auto-engendrer sans passer par le processus de production. Les bulles à répétition ne sont que l'évanescence d'un *capital en friche*⁵ et en grande partie fictif car il repose sur des profits anticipés qui ne sont plus en capacité de se réaliser comme dans le cas de la crise des *subprimes*. Reste la solution d'abaisser le prix de la force de travail, y compris dans sa forme de salaire différé (retraites, prestations sociales). Elle est l'alpha et l'oméga du capitalisme du désastre ou, pour reprendre l'expression de M. Friedman, «*la destruction créatrice*». Cette voie est celle où les créanciers doivent toujours être rémunérés rubis sur l'ongle : s'ils spéculent et se mettent au bord de la faillite, les contribuables doivent les renflouer ; si l'Etat grec est défaillant, il faut le contraindre et la Banque centrale doit venir au secours des crédits pourris, trop risqués. Ainsi les institutions financières privées, après avoir provoqué et précipité la crise grecque, en infligeant à l'Etat emprunteur des taux usuraires, ont obligé la BCE à racheter les dettes de cet Etat. D'autres et les mêmes ont spéculé à la baisse de l'euro, ont renchéri sur les dettes d'autres Etats européens et ce, avec la complicité des agences de notation rémunérées par les grandes banques américaines. A ce jeu de domino dans l'économie casino, il y a des perdants mais le plan de sauvetage de 750 milliards d'euros est censé les remettre en selle. Quoique ... la reconfiguration du capitalisme est une machine infernale que personne ne contrôle vraiment : la BCE en est réduite à faire tourner la planche à billets en espérant que la croissance de la production à venir validera ce pari. Il n'empêche, la déconstruction de l'Europe est en marche. Un prochain assaut spéculatif serait décisif. Les traders qui règnent en maîtres dans les salles des marchés de Wall Street, avec tout le cynisme qui les caractérise, indiquent la voie suivie par les spéculateurs : «*Vous avez aimé spéculer sur les cochons (les PIGS : Portugal, Irlande, Grèce, Espagne) vous allez adorer baiser la France et le Royaume Uni*». Et les Etats bien dépourvus quand la chute fut venue, eux qui ont déversé des milliards de dollars et d'euros qu'ils n'avaient pas en caisse, bien obligés de faire appel aux marchés financiers, en remettant une couche et pas la moindre, en Europe. En enfonçant la vieille Europe, les Etats-Unis et la Chine tireront-ils leur épingle de ce jeu mortifère alors que personne ne semble contrôler la machine spéculative qui s'emballe ?

Les transactions financières se déroulent désormais à la vitesse de la lumière, les ordres d'achat et de vente

se jouent à la micro-seconde, tablant sur les écarts de certaines valeurs d'une place financière à une autre. Les traders et autres spéculateurs ne sont que l'arbre humain qui cache la forêt technologique, les programmes informatiques, les logiciels qui réagissent automatiquement. L'ampleur et la vitesse avec lesquelles les places boursières ont dévié s'expliquent certes par la spéculation à la baisse pratiquée par des *hedge funds* mais également par la perversité lucrative de l'intelligence artificielle dûment programmée. Selon le *Canard Enchaîné* du 18 mai, elle aurait rapporté 21 milliards de dollars au seul secteur financier étatsunien. On comprend aisément pourquoi les crânes d'œufs qui ont contacté de tels programmes soient tenus au secret. Quant aux inopérants gendarmes des Bourses que peuvent-ils face aux plateformes privées robotisées ?

Face à cette puissance, les chefs d'Etats et de gouvernements européens ont l'apparence de pantins. Ils n'ont pourtant pas été avarés de réunions, de conciliabules, ou sûrs de leur prétendue importance et leurs doctes sentences, ils prétendaient rassurer les marchés. Après 3 mois de tergiversations, ils ont dû en rabattre. Trichet pour qui il n'était pas question de faire intervenir le FMI et encore moins de racheter les crédits pourris des banques européennes, Merkel qui ne voulait pas entendre parler d'aides aux PIGS ont tous deux mangé leurs chapeaux. Il n'y a que Sarko qui joue encore le fanfaron.

Le recours aux barbouzes et aux crécelles médiatiques

Sarko l'a juré, il a déjà sauvé le monde, il vient de sauver l'Europe, il veut sauver le capitalisme, il va mener une guerre sans merci aux traders. «*Nous sommes résolus à traquer la spéculation*» «*Si nous en chopons un chez nous qui joue contre l'euro, il va passer un mauvais quart d'heure*». Et, ironique comme il sait l'être, le *Canard Enchaîné* qui rapporte ces propos de matamore d'ajouter : «*Il ne sera même pas réinvité au Fouquet's !*». Nous souhaitons bien de la persévérance aux barbouzes du contre-espionnage commandités par Sarko pour piéger les ordinateurs des spéculateurs cupides ! Toutes ces rodomontades ne rempliront pas les caisses de l'Etat qui «*fait ses fins de mois en empruntant sur les marchés (454 milliards d'euros cette année, record européen)*», selon les dires du petit Fillon, alors même qu'il croule sous les 1 500 milliards de dettes.

Sarko dans ce monde frelaté de la com' se donne des airs de rebelle pour mieux pigeonner l'électeur et apaiser sa crainte d'une révolte sociale possible. Alors, il faut donner le change, faire croire que les riches seront mis à contribution, ne serait-ce que symboliquement. Et Christine Lagarde, l'impayable prosatrice jardinière, d'avouer qu'il faut rogner avec modération sur les niches fiscales : «*Il s'agit de savoir si on veut utiliser le rabot ou le sécateur, s'il faut tailler dans toutes les niches fiscales (un peu) ou seulement couper les fleurs fanées*» qui ne rapportent plus guère à ceux qui en disposent. Et le rapporteur du budget, un nommé Carrez, de lui rétorquer : Attention ! «*Dans chaque niche sommeille un chien prêt à mordre*». N'empêche, la politique de gri-bouille est lancée mais on ne touchera qu'à la marge du bouclier fiscal qui impose de ristourner 376 000 euros en moyenne à chacun du petit millier de privilégiés, et certainement pas à la baisse de la TVA des restaurateurs, un manque à gagner de 3 milliards par an. En revanche, la suppression d'un fonctionnaire sur 2 sera maintenue, même si elle ne rapporte que 500 millions par an et fait râler les syndicats.

Dans le jeu de dupes qui s'annonce où Sarko et sa bande du Fouquet's comptent bien rallier le PS aux positions dominantes de l'oligarchie qu'ils représentent, il sait que la meute médiatique va y aller de sa crécelle pour persuader le bon peuple qu'il n'y a pas d'alternative. Ils ont déjà commencé à se répandre sur tous les tons et sur toutes les ondes : «*la rigueur est inévitable*», «*indispensable*», «*inéluçtable*», «*urgente*», «*vitale*», «*fatale*» «*tout le monde le sait, c'est une évidence*», «*il est impossible d'y échapper*», car «*nous sommes au seuil du supportable*»⁶. Comme en 1995, les chiens de garde sont de retour. Parviendront-ils à tétaniser les classes populaires ?

Le jeu mortifère reste ouvert

S'il existe bien une collusion objective entre les marchés, les banques centrales, les gouvernements de droite et la gauche godiche pour faire payer la crise aux peuples, il n'en demeure pas moins qu'il y aura dans les sphères du capital des gagnants et des perdants, suscitant des phénomènes de concentration. A ce jeu mortifère, le démembrement de l'Europe est plausible. Les Etats-Unis, la Chine y ont intérêt pour réaffirmer leur puissance. Les replis nationalistes, voire chauvins et xénophobes, sont une ligne de défense pour les élites des nations les plus fragilisées et l'Allemagne et quelques Etats nordiques peuvent

avoir intérêt à restaurer leur propre monnaie, et ce, d'autant plus que l'oligarchie mondiale, pour autant qu'elle soit assurée que les protections douanières ne soient pas restaurées, semblent de moins en moins tributaires de leurs bases nationales. Elles jouent les unes contre les autres, mais sans savoir où ce jeu peut les mener.

Pour ne pas conclure, il est indiqué de revenir sur cette séquence qui a commencé de modifier le paysage géopolitique. Tout est parti de la rapacité d'institutions financières européennes détenant les 2/3 de la dette grecque. Empruntant à 1% à la BCE, ils n'ont pas hésité à pratiquer des taux usuraires, au-delà de 14%. Lorsqu'il est apparu que ces taux étaient intenables, ils ont d'abord cru que le FMI les sauverait de ce mauvais pas. Sûr que DSK, «*ce type en surcharge pondérale qui commande du ris de veau au dîner*»⁷, car il a la «*réputation de sévérité souhaitée qui aidera la Grèce à faire admettre des sacrifices à sa population*» ! L'homme providentiel rémunéré 496 000 dollars

2012 : DSK ET SON BEAU MIROIR...



par an au FMI se devait d'empêcher Bruxelles et Papandréou de céder à la rue. Impensable. Las ! Sa présence n'a pas suffi et les marchés se sont affolés ... et nombre de créanciers et banquiers sont désormais aux anges. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, la BNP Paribas s'est goinfrée de 2,28 milliards de bénéfices. Et son président, son directeur général de se partager 2 millions d'euros sur la part variable de leur rémunération.

Bref ! Il y a ceux, discrets, qui encaissent tout à trac et ceux qui répètent à tort et à travers une litanie désuète. C'est le cas de nos commissaires européens qui veulent restaurer le pacte de stabilité et de croissance alors qu'il a explosé et que nombre de pays vont entrer en récession, ou encore créer un dispositif de gestion de crise alors qu'on la subit, ou encore sanctionner les Etats alors qu'ils le sont tous, pire, que certains sont désormais sous tutelle des marchés.

Tout «*cela ressemble à une fuite en avant ... la crise actuelle est tout aussi préoccupante que celle des années 30*». Si Françoise Fressoz qui est loin d'être une économiste radicale le dit ...

Le prolétariat émiétté, précaire, sans véritable perspective sera-t-il à la hauteur pour surmonter les désastres qui s'annoncent ? En tout cas, la solidarité avec les mouvements de lutte s'impose et, dans notre propre pays, l'exigence d'unité pour abattre ce gouvernement réactionnaire afin qu'une brèche soit ouverte, traçant dans le mouvement la voie de réelles transformations démocratiques et sociales. La génération précédente a abattu le mur de Berlin, celle qui vient se devrait d'abattre le mur de Wall Street.

Gérard Deneux, le
17.05.2010

1) Pour plus d'informations sur l'ensemble des mesures prises, voir le site du CADTM <http://www.cadtm.org>

2) Un des slogans des manifestants grecs (Halte à la boucherie sociale".

3) Lorsque l'on décrypte la presse (dans ce cas le Monde du 14 mai) on est toujours surpris de constater que la réalité dépasse la fiction qu'on aurait pu envisager.

4) Jan Campbell, édito économique reproduit dans le Monde du 15 mai.

5) Expression employée par Karl Marx pour désigner le capital accumulé qui n'est pas réintroduit dans le procès de production.

6) Extraits du Plan B n° de mai-juin 2010. Espérons que le journal sardonique, tel le sphinx, renaîtra de ses cendres très vite. Achetez tous le dernier numéro en kiosque.

7) Propos tenu par son vieux complice Alain Minc, rapporté par le Plan B.

Prendre aux mots la dimension mortifère du capitalisme contemporain

Au fur et à mesure où, semaine après semaine, quasi quotidiennement, la crise générale du capitalisme contemporain nous apporte son lot de nouvelles plus calamiteuses les unes que les autres, c'est la véritable nature de cette crise qui se révèle. Loin d'être seulement une crise économique, fût-elle structurelle, c'est à une véritable crise de civilisation que nous sommes confrontés.

L'expression est certes galvaudée depuis qu'elle a servi à désigner tout et n'importe quoi (surtout n'importe quoi, d'ailleurs !), en permettant le plus souvent de masquer la manière dont elle s'articule avec la dimension économique de la crise : avec la crise dans laquelle la reproduction du capital comme rapport de production se débat depuis maintenant plus d'un tiers de siècle. Par crise de civilisation, j'entends néanmoins que la situation critique dans laquelle le capital est durablement et sans doute même définitivement engagé (et nous avec lui, pour l'instant du moins) conduit à compromettre, inexorablement, toutes les conditions de la vie en société et jusqu'aux acquis les plus fondamentaux de la civilisation.

Quelques exemples des tendances régressives du capitalisme contemporain

Ce catastrophisme fera sans doute sourire le lecteur, qui en a entendu d'autres dans le genre. Quelques exemples pris dans l'actualité la plus récente lui feront, je l'espère, toucher du doigt et ce que je veux dire et la gravité de ce qui est en question.

Commençons par la nouvelle «réforme» des retraites qui se prépare, en fait un nouveau pas en avant vers la destruction programmée de l'assurance vieillesse, avec à la clé et la nécessité de prolonger la durée de la vie active et l'appauvrissement de la partie la plus âgée de la population dès lors qu'elle n'exercera plus d'activité professionnelle. Tout le monde sait que la condition humaine se définit, notamment, par la conscience qu'a chaque homme, de sa mortalité, de la finitude de son existence. Il en est résulté, très tôt dans l'histoire et même la préhistoire des sociétés humaines, des rêves d'immortalité dont toutes les religions ont fait leur beurre, en promenant d'illusoire paradises *post mortem*. De manière plus matérialiste mais autrement plus efficace, les hommes ont obstinément travaillé depuis des millénaires à améliorer leurs conditions matérielles d'existence: les progrès de la productivité du travail, ceux de l'hygiène publique, ceux de la connaissance scientifique et de la pratique médicale se sont conjugués pour permettre d'augmenter l'espérance de vie moyenne des populations humaines, c'est-à-dire le pourcentage de ceux des humains capables d'atteindre de grands

âges tout en faisant reculer les limites de ces derniers. Le capitalisme a eu partie liée avec ces progrès, dont il a étendu le champ et accéléré le rythme. Et, pourtant, non seulement il en aura limité les pleins bénéfices à la partie de la population mondiale concentrée dans les formations dominantes (les soi-disant «Etats développés»), et encore de manière très inégale; mais aujourd'hui, il fait directement obstacle à la poursuite de ce mouvement, y compris au sein de ces formations. L'augmentation de l'espérance de vie, qui devrait résonner

ses propriétaires. Autrement dit, la survie du capitalisme exige aujourd'hui de sacrifier la réalisation en cours d'un des plus vieux rêves de l'humanité et des plus beaux acquis de la civilisation: le prolongement de la vie et l'entretien de nos vieux.

Prenons un deuxième exemple, proche du précédent. C'est un autre rêve de l'humanité que celle d'une vie sans maladie, d'une santé aussi constante et parfaite que possible. Et c'est un autre acquis de la civilisation que d'avoir progressé dans cette voie et que d'avoir étendu le bénéfice de ces progrès au plus grand nombre. Inutile de rappeler que l'institution d'une prise en charge publique, par le biais de l'impôt et de la cotisation sociale, de la lutte contre la maladie y aura largement contribué. Que des progrès restent à réaliser, là encore, sur un plan mondial, c'est l'évidence même; comme est évidente la disponibilité actuelle en moyens matériels et personnels à cette fin. Là encore, seule l'incompatibilité de leur mobilisation avec les exigences de la reproduction du capital (qui impose non seulement un partage inégal de la richesse sociale mais encore un usage souvent nuisible de celle-ci) stérilise cette possibilité. Et c'est ainsi qu'on vient nous expliquer que la prise en charge sociale de la maladie et des malades est devenue dispendieuse, qu'il faut mettre fin à la «*dérive des dépenses de santé*» (quid de la dérive des revenus des professionnels de la santé, des profits des groupes pharmaceutiques et des intérêts des fonds de placement propriétaires des cliniques privés dont ces dépenses réputées inflationnistes sont pourtant la condition soigneusement tue sinon cachée ?) et «*rationner l'accès aux soins*» au détriment d'une part grandissante de la population, en commençant par la plus paupérisée ?



comme une bonne nouvelle, y apparaît comme une catastrophe parce qu'elle oblige à consacrer une part grandissante de la richesse sociale à l'entretien de personnes économiquement (mais non socialement) improductives et que cette contrainte entre directement en contradiction avec les exigences de la reproduction du capital et les intérêts de

Veut-on un troisième exemple, qui n'est pas non plus sans rapport avec les deux précédents ? Le travail est d'abord une nécessité naturelle, inscrite dans notre condition biologique; au fil des siècles et au gré du développement de rapports d'exploitation de l'homme par l'homme, il est devenu une contrainte sociale; et certains y voient même une obligation morale, contractée à l'égard de nos tiers proches ou de la société dans son ensemble. Quoi qu'il en soit, précisément parce qu'il est inscrit à l'horizon de l'existence de la plupart d'entre nous (j'exclus de ce *nous* les rentiers qui vivent à nos crochets), le travail s'est toujours accompagné du rêve de la fin du travail, qui compte ainsi lui aussi parmi les plus archaïques de l'humanité. Là encore, à défaut de pouvoir le réaliser tel quel, du moins les hommes se sont-ils avancés sur la voie de la réduction de la quantité de travail et donc de la durée du travail que chaque humain doit fournir pour assurer la reproduction matérielle des sociétés dont il est membre, en en augmentant la productivité. Et, sous ce rapport aussi, le capitalisme s'est montré progressiste en développant considérablement les forces productives de la société. Mais, là encore, sur un mode de plus en plus contradictoire, puisque l'économie grandissante de travail vivant (le travail des hommes par opposition au travail mort des machines) que réalise l'accroissement de la productivité du travail se traduit, dans le cadre des rapports capitalistes de production, par une augmentation constante du chômage et de la précarité salariale. Une fois de plus, comme la fée Carabosse, le capital compromet la réalisation d'un antique rêve d'émancipation en cauchemar.

Allez, un dernier exemple pour faire bon compte. L'ensemble des rêves précédents s'articule sur celui de rendre les hommes « *maîtres et possesseurs de la nature* ». En développant l'appareillage industriel du travail humain ainsi que les connaissances scientifiques qui en sont pour partie la condition, le capitalisme aura également contribué à la réalisation de ce dernier rêve. Tout en le transformant là encore en cauchemar dès lors que ce projet de domination de la nature revient à traiter cette dernière comme un immense réservoir de matières premières et d'énergie dans lequel on pourrait puiser sans tenir compte de sa finitude ainsi que comme un immense dépotoir dans lequel on pourrait rejeter les résidus et déchets de la production industrielle, sans tenir d'avantage compte de la finitude des écosystèmes à les absorber. La catastrophe écologique qui en résulte n'est nullement accidentelle ni par consé-

quent évitable: elle est inscrite dans le productivisme inhérent à la reproduction indéfinie du capital tout comme dans le caractère aveugle et incontrôlable d'un procès social de production divisé entre de multiples capitaux indépendants et rivaux les uns des autres¹.

Le communisme ou la mort !

Je pourrais multiplier les exemples, en montrant comment le capitalisme contemporain compromet de même d'autres acquis de la civilisation, tels que l'élévation du niveau intellectuel et culturel de la population obtenue par l'intermédiaire de la diffusion de l'accès à l'écrit ou encore l'autonomie affective et réflexive de l'individu. Mais plutôt que de multiplier ainsi les exemples, tentons d'en dégager le sens général ainsi que les conséquences à en tirer sur le plan politique.

Il y a en gros un siècle, Rosa Luxembourgeois avait bien défini ce qui allait être l'enjeu du XX^e siècle en posant le dilemme suivant: le socialisme ou la barbarie. Et, en effet, faute d'avoir su réaliser le socialisme et pour l'avoir lamentablement parodié sous la forme de la social-démocratie et atrocement défiguré sous la forme du stalinisme, le siècle écoulé n'a pas été avare de barbaries. Aujourd'hui, au terme d'un siècle d'élargissement et d'approfondissement de l'emprise du capitalisme sur l'humanité, l'enjeu s'est lui-même radicalisé: ce sera le *communisme ou la mort* ! Ou bien nous serons capables de dépasser le capitalisme en réalisant le projet communiste d'une société réconciliée avec elle-même ainsi qu'avec la nature (pour faire bref), ou bien les tendances mortifères du capitalisme à l'œuvre dans les régressions précédemment pointées iront jusqu'à leur terme.

La première condition pour conjurer cette perspective est bien de prendre conscience que de telles tendances sont ici à l'œuvre et d'en mesurer la violence potentielle. Or on est encore très loin du compte y compris parmi ceux qui dénoncent les régressions précédentes et se mobilisent contre elles, sans pour autant deviner de quoi elles sont grosses. La plupart d'entre

eux jugeront sans doute que j'exagère voire que je délire en parlant de telles tendances. Qu'ils réfléchissent un moment aux faits suivants :

- Instituer un allongement de la durée de cotisation et donc d'activité pour pouvoir prétendre à une pension à taux complet, alors même que les carrières professionnelles sont par ailleurs de plus en plus raccourcies par l'allongement du délai d'accès à un premier emploi stable et la multiplication, en cours de vie active, des périodes de chômage, n'est-ce pas programmer sciemment le raccourcissement de l'existence des retraités par usure au travail d'un grand nombre et par baisse de leurs revenus pour tous ?



- Que peut bien signifier le fait que l'on ait calculé que « (...) un peu plus de la moitié des dépenses de santé du régime général est destinée aux malades de 55 ans et plus de 30% à ceux de 70 ans et plus » et que « Le montant moyen de dépenses médicales représente 5 238 euros chez les seniors contre une moyenne nationale de 1 793 euros. »² ? Sinon qu'on induit ainsi l'idée que les « seniors » coûtent cher non seulement à l'assurance vieillesse mais encore à l'assurance maladie et qu'on ferait d'une pierre deux coups si l'on pouvait abrégé leur existence ? Et pour en rajouter une touche, méditons le ballon d'essai suivant d'un Alain Minc, toujours à la pointe de l'entreprise de déconstruction de l'Etat-providence : « J'ai un père qui a 102 ans. Il a été hospitalisé pendant 15 jours en service

de pointe, il en est sorti. La collectivité française a dépensé 100.000 euros pour soigner un homme de 102 ans. C'est un luxe immense, extraordinaire, pour lui donner quelques mois, ou j'espère, quelques années de vie. Je trouve aberrant que quand le bénéficiaire a un patrimoine ou quand ses ayants droits ont les moyens, que l'Etat m'ait fait ce cadeau à l'œil. Et donc, je pense qu'il va bien falloir s'interroger sur le fait de savoir comment on récupère les dépenses médicales sur les très vieux en ne mettant pas à contribution ou leur patrimoine quand ils en ont un ou le patrimoine de leurs ayants droits. Ce serait au programme socialiste de le proposer.»³

● Que peut bien signifier que les gouvernants s'entêtent (en France du moins) à maintenir en activité des réacteurs nucléaires à bout de souffle (initialement programmés pour durer trente ans, on projette de les faire fonctionner quarante ans voire au-delà) ou à construire des réacteurs de «nouvelle génération» (type EPR) dont on sait qu'il présente des risques spécifiques d'accidents graves (type Tchernobyl) sinon que c'est là une manière de dire aux populations qu'elles doivent accepter de courir de tels risques ? Tout comme il faudra que les générations futures acceptent de vivre pendant des centaines et même des millions d'années à côté ou au-dessus de poubelles débordant de déchets nucléaires.

● Que peut signifier la récurrence des «marées noires» (la dernière en date qui vient de se déclencher dans le golfe du Mexique promet de dépasser toutes les précédentes réunies) et le fatalisme avec lequel elles sont accueillies par ces mêmes gouvernants et leurs hérauts médiatiques sinon que la poursuite de la «croissance économique» (= la reproduction du capital) vaut bien qu'on lui sacrifie le milieu marin tout entier s'il le faut ?

Jaurès disait que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage⁴. Aujourd'hui le capitalisme n'est plus mortifère seulement sur les champs de bataille qu'il multiplie pourtant un peu partout sur la planète. C'est par l'ensemble des dimensions de sa dynamique de reproduction qu'il est déjà actuellement mortifère ou qu'il s'apprête à devenir de jour en jour davantage. Il devient urgent d'en faire naître et d'en aiguïser la conscience dans le mouvement social.

Quelques mots d'ordre radicaux (mais pas trop, tout de même !)

A cette fin, je propose que soient diffusés dans les prochaines mobilisations des slogans qui, loin de s'opposer aux tendances mortifères en question, surenchériront sur ces dernières de manière à les rendre les plus explicites



et intelligibles possible. Par leur caractère à la fois absurdes et monstrueux, ces slogans doivent amener à prendre conscience du nihilisme radical et de la profonde barbarie qui animent le capitalisme contemporain. Ce qui n'exclut pas de recourir à l'humour noir pour faire rire jaune ! La liste suivante en fournit quelques exemples qui n'ont aucune prétention à l'exhaustivité. Je fais confiance dans l'imagination des militants pour en inventer d'autres:

● **Institution d'une durée légale maximale de vie pour tous !** L'idéal serait la fixation immédiate de cet âge à 65 ans puisque cela permettrait de supprimer l'assurance vieillesse. Mais, pour ne pas trop choquer le public (j'entends déjà d'ici l'indignation des Thibault, Mailly et Chérèque) et ménager une transition, on peut envisager de partir de l'espérance de vie actuelle (disons 80 ans) et de diminuer l'âge en question d'un semestre par an jusqu'à atteindre 65ans en 2040. C'est raisonnable, non ?

● **Institution d'un capital santé pour tous**, c'est-à-dire d'un montant global de prise en charge de soins sur l'ensemble de l'existence, depuis la naissance, au-delà duquel il appartiendra à chacun de payer intégralement les soins auxquels il voudra recourir... s'il peut. On laissera le soin aux «partenaires sociaux» de fixer

ce montant, en veillant cependant à ce qu'il ne soit pas trop élevé. Selon le principe bien connu que «Les soins, ce n'est pas obligatoire, même et surtout quand on est malade !».

● **Rétablissement de l'esclavage.** On a beaucoup trop et injustement décrié l'esclavage qui présente pourtant bien des avantages. Car l'esclave est assuré, outre sa ration de coups de fouet ou de bâton, d'être nourri, logé et blanchi (même médiocrement) et de ne jamais connaître les affres du chômage et de l'inactivité. Chacun pourra donc choisir librement de devenir esclave plutôt que de rester travailleur salarié ou chômeur, en ayant la possibilité de se vendre lui-même au plus offrant et de racheter ultérieurement sa propre liberté le cas échéant. Evidemment, il conviendra d'instituer une bourse aux esclaves, où le cours de chaque catégorie d'esclaves devra fluctuer selon les règles imprescriptibles d'«une concurrence libre et non faussée». La Croix Rouge et Amnesty International seront autorisés à enquêter et à rapporter sur les conditions de vie des esclaves, en veillant à ce qu'ils ne soient soumis à aucun traitement inhumain ni dégradant.

● **Institutions de primes de risque écologique.** Les personnes qui acceptent de vivre et de travailler dans des conditions écologiquement dangereuses ou a fortiori dégradées se verront gratifiées d'une augmentation de leur capital santé et d'un allongement de leur durée légale d'existence...

● **Et pour résumer le tout :** «La vie est un luxe que tout le monde n'est pas (plus) en droit de se payer !»

Alain Bihr

1) Cf. " Un capitalisme vert est-il possible ?", A Contre-Courant, n°204, mai 2009.

2) http://www.senioractu.com/France-CNAMTS-etude-de-l-impact-du-vieillessement-de-la-population-sur-les-depenses-de-sante_a1233.html

3) Déclaration faite à l'émission "Parlons Net", France-Info, 7 mai 2009.

4) Les véritables propos de Jaurès sont les suivants : " Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme une nuée dormante porte l'orage ". Textes choisis, Editions Sociales, 1959, p. 88.

Les deux pages qui suivent sont extraites d'un supplément au journal **"Fakir"**. Ce fleuron de la presse dissidente a décidé d'apporter sa contribution à l'indispensable bataille des idées à mener face aux possédants, médias, gouvernants et politiques de tous poils qui massacrent nos acquis sociaux, nos services publics et nos retraites. Le combat est inégal et perdu d'avance, sauf si, à la base, chacun se mobilise à son tour.

Dans notre dernier numéro (n°213 - avril 2010), nous avons pu blié un tract/argumentaire sur les retraites, disponible sur notre site web pour reproduction et diffusion. Nous publions cette fois un extrait d'une oeuvre de **"Fakir"** que nous mettrons également en ligne sur notre site, reproductible sous forme de tract. Mieux : nous suggérons à nos lectrices et lecteurs de diffuser ce numéro spécial de **"Fakir"** intitulé **"Le Hold-up tranquille"**, à commander à : **Journal FAKIR** 21, rue Eloi Morel 80000 AMIENS (contact@fakirpresse.info). L'équipe de ce journal fait l'effort de le fournir à prix coûtant (4 € l'impression de cent exemplaires + les frais postaux qui s'échelonnent de 5 € pour l'envoi de 10 exemplaires à 23 € pour l'envoi de 1000 exemplaires). Vous trouverez toutes les infos pratiques sur le site du journal **"Fakir"** où ce supplément de quatre pages format A3 avec couleurs et bande dessinées est en ligne pour consultation et diffusion électronique. Cela devrait même vous donner envie de vous abonner !

Le hold-up tranquille

C'est le point aveugle du débat économique. Une donnée clé, et d'autant mieux cachée par les grands médias: de toutes les richesses produites en France, les salariés récoltent, aujourd'hui, d'après l'Insee, 9,3 % de moins qu'en 1983 – autant qui va en plus aux actionnaires. Soit plus de 100 milliards d'euros par an...

«La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les 45 dernières années.»

D'où sont tirées ces lignes ? On croirait une communication de la CGT ? Ou un discours d'Olivier Besancenot ?

Au contraire: ce passage est extrait d'un article de la Bank for International Settlements. La Banque des règlements internationaux. Une institution qui réunit chaque mois, à Bâle, en Suisse, les banquiers centraux pour «coordonner les politiques monétaires» et «édicter des règles prudentielles». Dans leur Working Papers, n°231, daté de juillet 2007 et intitulé «Global upward trend in the profit share» («Hausse tendancielle mondiale de la part des profits»), eux insistent pourtant sur les «hauts niveaux de la part du profit inhabituellement répandus aujourd'hui», sur cette «marge d'une importance sans précédent», sur cette «preuve à la fois graphique et économétrique d'un fait particulier concernant le partage des revenus dans les pays industrialisés: une poussée à la hausse de la part des profits au milieu des années 80, ou son pendant: une poussée à la baisse de la part des salaires» et ainsi de suite sur vingt-trois pages.

Ce sont donc les financiers eux-mêmes qui dressent ce constat, avec étonnement: jamais les bénéfices n'ont été aussi hauts, jamais les salaires n'ont été aussi bas, un déséquilibre inédit depuis au moins un demi-siècle et vrai pour l'ensemble des pays industrialisés.

Et cette analyse ne souffre d'aucune contestation: d'après le Fonds monétaire

international (FMI), dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le Produit Intérieur Brut (PIB) a baissé de 5,8% entre 1983 et 2006. D'après la Commission européenne, au sein de l'Europe cette fois, la part des salaires a chuté de 8,6%. Et en France, de 9,3%. Dans le même temps, la part des dividendes dans la valeur ajoutée passait de 3,2% à 8,5%. Un quasi-triplement.

Combien ça coûte ?

Énoncés ainsi, ces 9,3% paraissent abstraits. Ils représentent en fait des montants colossaux – qui ont des conséquences très concrètes dans notre vie quotidienne.

Qu'on les évalue, d'abord.

Le PIB de la France s'élève, aujourd'hui, à près de 2 000 milliards d'euros. «Donc il y a en gros 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé du travail vers le capital», calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'Ires – Institut de recherche économique et social.

– 120 à 170 milliards par an, alors ?

– Pour aller très vite, c'est ça.

Même avec des estimations basses, le seuil des cent milliards d'euros est largement dépassé. Soit plus de dix fois le «trou» de la Sécurité sociale en 2007 (dix milliards, l'année d'avant la crise), cinq fois celui de 2009 (22 milliards d'euros, crise oblige). Une vingtaine de fois celui des retraites (7,7 milliards d'euros). Des «trous» amplement médiatisés, tandis qu'on évoque moins souvent celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés...

«C'est un hold-up géant dont on ne parle pas, ça ?

– Oui, sauf que, tempère Jacky Fayolle, le mot hold-up est trop brutal pour parler d'un changement qui cumule tout un ensemble de facteurs: le poids du chômage, les politiques économiques, les changements de la gouvernance des entreprises depuis une vingtaine d'années.»

Ces 9,3%, par le gigantisme des sommes en jeu, des centaines de milliards d'euros, devraient s'installer au cœur du débat.

Quand Nicolas Sarkozy intervient, à la télévision, et déclare que «si nous voulons sauver notre système de retraite, nous ne pouvons plus différer les décisions. Tous les chiffres sont sur la table», un chœur devrait s'élever dans le pays citant un chiffre qui n'est pas «sur la table»: 9,3%. Quand le même revient à la télé, et déclare qu'«il faut plus d'argent contre Alzheimer, plus d'argent pour les soins palliatifs, mais où est-ce qu'on les trouve ? Où est-ce qu'on les trouve», on pourrait lui apporter la solution: qu'il retrouve ces 9,3% dans les portefeuilles de ses amis du Fouquet's.

Toute la contestation des «nécessaires réformes en cours» pourrait, inlassablement, s'appuyer sur ces 9,3%. Or, c'est à l'inverse qu'on assiste: cette donnée majeure est quasiment effacée de la sphère publique, éclipsée dans les médias, à peine mentionnée par les politiques. Un point central de l'économie en devient le point aveugle.

C'est pourquoi il convient d'apporter quelques lumières :

Voir page suivante >>>>>

«Hold-up géant», on appelle ça. Mais si les PDG et leurs actionnaires avaient

Savoir-vivre : votre braquage en costard-cravate

Concrètement, comment le Capital a-t-il arraché, ou grignoté, ces 9,3% au Travail ? Comment les actionnaires ont-ils opéré ce hold-up géant ?

Voilà qui résume l'histoire économique de ces trois dernières

brandi, masqués, des pistolets pour nous arracher nos porte-monnaie, c'était simple : on appelait Nicolas Sarkozy, qui appelait la police, qui intervenait, et on nous rendait immédiatement nos cent milliards d'euros. Mais au contraire, tout s'est passé en douceur. Sur trente ans. Avec les mots doux du fatalisme. Ces 9,3% résument, en fait, toute l'évolution économique, toute l'histoire sociale de ces trois dernières décennies.

Qu'on résume : comment furent arrachés ces 9,3% ?

1. Par des « suppressions de postes »

C'est le moyen le plus connu, le plus brutal, et le plus dénoncé : les licenciements dans le privé, avec des firmes (Goodyear, Michelin, EADS, Danone, etc.) qui surfent sur les bénéfices tandis qu'elles « restructurent » vers des « pays à bas coût de main d'oeuvre ».

Mais c'est vrai également dans le public : lorsque le gouvernement annonce « le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux », lorsque des postes sont supprimés dans la justice, la police, l'Éducation nationale, des salaires ne sont tout simplement plus versés. Et leur part dans le Produit intérieur brut se réduit naturellement.

2. Par la stagnation des salaires

La peur du chômage aidant, les salaires réels se traînent : selon une étude de l'Insee publiée à l'automne 2007, « le revenu salarial net moyen, secteurs public et privé confondus, n'a pas augmenté en trente ans. » Et nulle « exception française », ici : « Sur vingt ans, le pouvoir d'achat des salariés allemands a stagné », titre Les Echos (25/09/07) à la suite d'une autre « étude » (du ministère du Travail outre-Rhin) : « Pour renforcer leur compétitivité, les chefs d'entreprise ont eu tendance à geler les augmentations. » Vingt ans, c'est 1987. Et cette année-là naissait le CAC 40, avec un indice 1 000. Malgré la crise financière, il avoisine encore les 4 000 points.

3. Par la « flexibilité »

Qu'est-ce que la flexibilité ? C'est l'adaptation du Travail au plus près des besoins du Capital. Par exemple, l'hypermarché Carrefour d'Amiens doit effectuer son inventaire annuel ? Des intérimaires sont appelés la veille, pour une demi-journée de boulot – et sans que l'employeur doive les payer plus. Le même magasin a besoin de caissières trente heures par semaine, trois heures le matin et deux heures l'après-midi ? On leur fournit des caissières trente heures



par semaine, trois heures le matin et deux heures l'après-midi aussi – et non des plein temps de trente-cinq heures

Ainsi, depuis 1980, « la proportion des travailleurs à temps partiel est passée de 6 % à 18 % de l'effectif salarié total, et celle des autres formes d'emploi atypique (intermittence, intérim, etc.), de 17 % à 31 % du salariat » (Le Monde, 30/11/07). L'emploi, devenu jetable, malléable, sur mesure, s'est ajusté aux besoins variants des entreprises – et se distribue par miettes. Encore un gain de « compétitivité »...

4. Par les « à cotés du salariat »

Une fois la flexibilité imposée, les salaires qui stagnent, les postes supprimés, que reste-t-il à rogner ? Les « à cotés du salariat », les avantages annexes au salaire. Les retraites : cotiser plus et plus longtemps pour percevoir moins. La santé : à force de franchises médicales, de remboursements, de dépassements d'honoraires, qui comprend encore le gruyère de la Sécurité sociale ? Idem avec les Assedic.

« Il y a deux composantes à la masse salariale, analyse l'économiste Michel Husson. Il y a le salaire direct et puis les cotisations. Dans le timing, dans un premier temps c'est le salaire net qui a fait baisser la part salariale, qui est à un niveau qu'on ne peut plus faire trop descendre. Et ce qui dans un second temps continue à faire baisser, c'est la part des cotisations. »

Dans les médias, chaque « mouvement » est décrit comme « corporatiste », « sectoriel », « isolé ». Chaque « réforme » est vendue comme « spécifique », « particulière », « technique ». C'est que la régression sociale prend plusieurs formes – mais qui découlent toutes d'une même offensive contre les revenus du travail.

Et qui se traduisent toutes par une statistique : 9,3 %.

Rétablir les liens de cause à effet

Le 29 novembre 2007, une fois de plus, Nicolas Sarkozy s'auto-interviewait à la télévision : au menu du jour, le pouvoir d'achat. « Je ne peux pas distribuer les cadeaux de Père Noël, annonçait-il, car les Français savent bien qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses. Je n'ai pas le pouvoir d'augmenter les salaires. Pour donner du pouvoir d'achat, il faut réhabiliter le travail. » Et il proposait ainsi de soigner le mal par le mal : en aggravant la « flexibilité » des salariés, avec horaires variables et dimanche ouvré. De ce côté-là, des promesses sont tenues.

Rien que de très banal, jusqu'ici.

Toujours très banal, le lendemain, Les Echos félicitait le Président pour son « habileté » : « Il a tracé le programme des réformes pour les prochains mois – Assurance maladie, marché du travail. » Quelques feuilles plus loin, toujours dans Les Echos, on découvrait ces informations : « Grande plaisance : la course au luxe » car « les millionnaires, toujours plus nombreux, sont lancés dans une course sans fin au plus grand, au plus beau, au plus luxueux yacht... dans ces châteaux des temps modernes, le robinet à 8 000 € plaît beaucoup !... » On tournait la page, et l'on tombait sur un papier intitulé : « Les hôtels particuliers ont la cote » grâce à « la mondialisation [qui] crée de plus en plus de multimillionnaires ». Le Figaro consacrait également, le même jour, un supplément au « Meilleur du Salon nautique ». Et Le Monde présentait, lui, des chaises à « 9 397 € » l'unité.

A quelques pages d'intervalle, donc, dans ces journaux, le « pouvoir d'achat » en berne pour les salariés à la Une, et un peu plus loin des « millionnaires toujours plus nombreux ». Et pourtant, personne ne les relie comme une cause et sa conséquence. Comme les deux facettes d'une même guerre économique, avec ses vainqueurs et ses vaincus. A croire qu'ils vivraient sur deux planètes différentes, deux univers parallèles. Ou qu'il serait devenu « démagogique », « populiste », « malsain », d'établir un lien logique entre ces deux réalités...

Nous publions ci-dessous une interview de l'économiste Bernard Friot parue dans le dernier numéro d'*Alternative Libertaire* (le n°195 – mai 2010 ; voir page suivante les conditions d'abonnement).

L'éditeur *La Dispute* a publié en mars dernier un livre de Bernard Friot intitulé «*L'enjeu des retraites*» qui renouvelle le regard sur le «*bonheur du retraité*», celui qui bénéficie du «*salaire continué*» et dont le travail est enfin libéré du Capital. C'est cette thèse que Bernard Friot évoque ci-dessous et qu'il a développée un peu plus longuement dans un article paru dans le dernier numéro de «*Carré rouge*» (n°43 – Mars 2010 – 5 euros.- S'adresser à *Carré rouge* BP 125 75463 PARIS cedex 10 – <http://carre-rouge.org> – Pour s'abonner pour un an (4 numéros) : chèque de 20 euros à l'ordre des «*Amis de Carré rouge*»)

Bernard Friot (économiste) : « La retraite ? un salaire continué »

Bernard Friot est économiste, sociologue et professeur émérite à l'Université Paris-Ouest Nanterre. Il est membre de l'Institut européen du salariat (IES), réseau de chercheurs travaillant sur le salaire comme outil d'émancipation. Après «*Puissances du salariat*» et «*Et la cotisation sociale créera l'emploi*», il publie aujourd'hui «*L'enjeu des retraites*».⁽¹⁾

AL : Vous faites un premier chapitre sur l'historique des retraites, en revenant sur la façon dont les promoteurs de la réforme affirment défendre la répartition, tout en vidant le système de son sens.

Bernard Friot : Il faut en effet se garder d'une opposition à la réforme qui serait menée «en défense de la répartition» sans préciser laquelle ! Répartir, c'est une technique: on transforme immédiatement des contributions en prestations, sans passer par l'épargne. C'est une technique qui peut d'ailleurs être anticapitaliste, mais à deux conditions. La première est qu'on en tire les conséquences en matière de financement de l'investissement. S'il est possible de financer des engagements de pensions aussi massifs (13% du PIB) et d'aussi long terme (des dizaines d'années de nos vies entre le début de nos cotisations et la fin de nos pensions) sans accumulation financière, alors il est possible de financer l'investissement, à peine plus important (18% du PIB) et de moins long terme sans accumulation financière. De même que nous finançons les pensions par un partage immédiat de la valeur ajoutée (une fraction de celle-ci, à hauteur de 25% du salaire brut, va à une cotisation sociale immédiatement transformée en pensions), de même nous pourrions financer l'investissement en affectant une part de la valeur ajoutée (à hauteur de 30 à 35% du salaire brut) à une cotisation économique qui ira à des caisses d'investissement qui financeront l'investissement sans accumulation privée et donc sans taux d'intérêt. Nous nous serons débarrassés des marchés financiers et des banquiers, dont la nocivité est maintenant largement perçue: si nous ne menons pas aujourd'hui la bataille des retraites sur ce thème, quand le ferons-nous ?

La seconde condition, pour que la répartition soit anticapitaliste, porte sur

son contenu: que répartit-on ? Sont en conflit aujourd'hui le salaire et le revenu. Répartir du salaire, c'est financer des pensions qui sont la continuation du salaire; répartir du revenu, c'est financer des pensions qui sont tirées d'un patrimoine constitué de la somme des cotisations passées du retraité. Le critère du salaire continué, c'est le taux de remplacement du denier salaire par la première pension. Le critère du revenu différé, c'est le taux de rendement des cotisations. Dans le premier cas, la pension est, comme tout salaire, la reconnaissance de la qualification actuelle du retraité. Dans le second cas, le retraité est un inactif qui récupère sa prévoyance passée. L'enjeu actuel des réformateurs est de passer du salaire continué, qui est la réalité de la plupart des systèmes de pensions en Europe, au revenu différé, qui caractérise les réformes italienne et suédoise des dernières années. On est toujours en répartition, mais elle a complètement changé de sens.



Vous insistez donc sur l'opposition entre salaire continué et revenu différé. En quoi la promotion du salaire continué représente-t-elle un moyen de contester des fondements essentiels du capitalisme, à savoir le marché du travail et la propriété lucrative ?

Bernard Friot : Le retraité qui continue à toucher son salaire (et la justice serait que tous les retraités touchent 100% de leur meilleur salaire) le touche de façon irrévocable: il est payé à la qualification à vie ! Enfin il peut travailler sans passer par le marché du travail. C'est ce que disent la forte minorité des retraités qui ont une pension proche de leur meilleur salaire, des capacités reconnues et un réseau de pairs actif: jamais ils n'ont autant travaillé, jamais ils n'ont été aussi heureux de travailler ! Ce bonheur au travail des retraités débarrassés de l'emploi, de l'employeur et de la dictature du temps de travail contraste avec le malheur au travail de ceux qui sont encore sous le joug de l'emploi et doit nous conduire à mener la bataille des retraites sur ce thème: ce qui est bon après 60 ans est bon aussi avant. Toutes les personnes doivent être titulaires d'une qualification et du salaire irréversible qui va avec, et ainsi faire entreprise sans passer par le marché du travail et son arbitraire dévastateur de tant de vies. Faire entreprise suppose bien sûr l'organisation de collectifs de travail avec toutes les contraintes que cela comporte, mais à tout à gagner à être le fait de personnes posées comme titulaires d'une capacité de créer des biens et services utiles et non pas niées comme productrices et réduites à l'état de forces de travail demandeuses d'emploi.

Quant à la propriété lucrative, celle qui permet de tirer un revenu d'un portefeuille financier, le salaire continué la conteste radicalement: le nombre de retraités étant heureusement croissant

rapporté au nombre de ceux qui sont encore sous le joug de l'emploi, le financement de pensions qui continuent le salaire suppose une hausse croissante du taux de cotisation patronale et, le taux de remplacement étant maintenu élevé, la répartition suffit. Tandis que les réformateurs ont fait du gel (voire du recul avec les exonérations sur les bas salaires) du taux de cotisation au régime en répartition un dogme qui entraîne évidemment à terme un taux de remplacement de plus en plus faible et fait place nette pour les fonds de pensions et donc la relance de la propriété lucrative.

Concernant le problème démographique qui devrait nécessiter une «réforme», vous posez que ce constat est fallacieux, comment le dépasser ?

Bernard Friot : En posant les retraités pour ce qu'ils sont: des salariés payés à vie, en mesure de travailler débarrassés du marché du travail et enfin reconnus pour leur qualification. Et donc plus utiles dans la création de biens et services que des forces de travail soumises aux injonctions mortifères du capital: quel bien utile produisent des «actifs» comme on dit, puisqu'ils ont un emploi, qui enseignent les mathématiques financières, produisent des semences non reproductibles, font la communication de la SNCF contre les grévistes ? Les retraités déplacent dans un sens plus humain les produits du travail parce qu'ils sont libérés du capital. Plus il y aura de retraités payés à vie par du salaire continué, plus nous libérerons la production. Il n'y a de «problème démographique» que pour les capitalistes, qui s'inquiètent de voir des forces de travail demandeuses d'emploi leur échapper. Pour les autres, il n'y a qu'un bonheur démographique: la longue vie avec une seconde carrière de retraité.

On nous parle très souvent de solidarité intergénérationnelle, qui serait mise à mal par le poids des retraites. Comment reliez-vous ce problème à la question plus générale du salaire ?

Bernard Friot : Ce sont les retraités qui produisent les biens et services correspondant à la valeur attribuée à leur travail à travers leur salaire continué: leur pension n'est pas prise sur la valeur attribuée au travail des actifs et en ce sens il n'y a aucune solidarité intergénérationnelle. L'impression contraire vient de ce que la monnaie n'est créée dans nos sociétés capitalistes que sur la base des anticipations par les banques du prix des marchandises, lorsqu'elles prêtent aux entreprises. De ce fait, tout le travail non marchand, lorsqu'il est reconnu par du salaire (celui des parents avec les allocations familiales, celui des

hospitaliers avec la cotisation maladie, celui des retraités avec la cotisation retraite, celui des fonctionnaires avec l'impôt), est inclus dans le prix des marchandises. Nous confondons alors le flux de monnaie (la cotisation et l'impôt transitent des entreprises vers fonctionnaires et les retraités) avec le flux de valeur, alors que les pensions correspondent à la valeur attribuée au travail non marchand des retraités, tout comme les impôts correspondent à la valeur attribuée au travail non marchand des fonctionnaires. Là encore, le spectacle scandaleux de la création monétaire inouïe pour sauver les banquiers et les actionnaires doit nous faire mener la bataille des retraites sur la nécessité d'une nouvelle création monétaire libérée de la marchandise et fondée sur l'attribution à chacun d'une qualification.

Sur la supposée inactivité des retraités, peut-on se contenter d'une vision selon laquelle seul le travail subordonné au capital serait producteur de richesses ? Qu'en est-il alors du travail des fonctionnaires, dont le traitement est payé par l'impôt ? Et des jeunes ?

Bernard Friot : Vous avez raison d'insister sur la nécessité de mettre notre représentation du travail en phase avec la réalité. Le travail dans l'emploi, c'est-à-dire le travail soumis au capital, est source de plus en plus de souffrance et de productions nuisibles. La réflexion est d'ailleurs courante chez les salariés soumis au joug de l'emploi : «ce que je fais, ça n'est plus du travail». Et chez les rejetés de l'emploi par les fermetures et les délocalisations, on entend la réflexion : «nous sommes interdits de travail». L'emploi n'est plus la matrice possible et désirable du travail. C'est la qualification personnelle qui est à l'ordre du jour pour fonder le travail: la qualification personnelle des fonctionnaires (payés pour leur grade et non pas pour leur poste), celle des retraités, celle qu'il s'agit d'attribuer non seulement aux étudiants (dont le travail est évidemment plus utile que celui d'un «actif» spécialiste de l'évasion fiscale) mais à toute personne de 18 ans à sa mort. La question à poser à l'occasion de la bataille des retraites est la suivante: travailler, est-ce avoir un emploi au service d'actionnaires ou est-ce avoir un salaire irréversible permettant la mise en œuvre d'une qualification personnelle ?

Propos recueillis par Violaine et Franz B. (AL 93)

1) *L'enjeu des retraites, 2010, édition La Dispute, coll. Travail et salariat, 175 p., 20 euros.*

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas.

Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n° 195 (Mai 2010). "Alternative Libertaire" coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement: 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Misère du patriotisme

Un brave garçon a eu une idée sympathique. Concourant pour une exposition photographique sur le « politique-ment incorrect », ledit garçon s'est fait photographier en train de s'essuyer le postérieur avec le drapeau tricolore. Il n'en fallait pas moins pour que s'offusquent une ribambelle de ministres et de députés. « *Inacceptable* », « *obsène* », « *inadmissible* », chacune et chacun y va de son qualificatif en essayant de surpasser le voisin. Le mot est lâché : c'est la patrie qu'on outrage ! Comme lorsqu'une marseillaise est huée dans un stade de foot, comme lorsqu'on insulte un président de la république.

Rien de surprenant à ce que ce gouvernement, dans sa quête effrénée de lepénisation, cherche à faire du patriotisme une valeur sacrée. Le patriotisme, nationalisme exacerbé et fétichisé, n'a servi et ne sert encore qu'à faire diversion.

Combattre l'idée que tous les français seraient unis derrière leur drapeau est un devoir pour celles et ceux qui pensent, à juste titre, que la seule unité qui vaille est l'unité de classe : celles des exploités contre leurs exploités. Ce n'est pas un hasard si les drapeaux rouges et noirs se sont imposés dans les luttes ouvrières contre le drapeau tricolore.

Drapeau tricolore sous l'étendard duquel il n'y a pas si longtemps on tirait sur les grévistes. Drapeau tricolore sous l'étendard duquel sont aujourd'hui menacés d'expulsion les travailleurs et travailleuses sans-papiers en grève. Drapeau tricolore auquel nous ne promettons qu'un avenir : disparaître dans les poubelles de l'histoire.

Alternative libertaire, le 27 avril 2010

Premier mai 2010: chronique d'une journée particulière

Les centrales syndicales nous l'avaient affirmé: en ce jour de la Fête du travail 2010, nous allons voir ce que nous allons voir ! Il n'en fallu pas plus pour votre serviteur et quelques uns de ses acolytes des Amis de l'Emancipation Sociale pour participer à ce qui s'annonçait comme un tournant dans l'histoire de l'épopée des classes populaires. Malgré le refroidissement que nous avons subi en 2009, avec l'occasion manquée de son printemps, notre ardeur était intacte. Cette journée du premier mai 2010 aura tenu toutes ses promesses, bien au delà de ce que nous imaginions et c'est ce que nous nous proposons de vous narrer.

«Il pleut, il pleut bergère, rentre tes blancs moutons...»

Notre stratégie, comme en 2009, fut de nous associer au NPA pour constituer un cortège dans le cortège, autour de notre camion sono. Riche de notre réussite de l'année dernière, il allait de soi que nous partions la tête haute, bien décidés à dynamiser modestement mais efficacement la manifestation de Belfort. Ainsi fut fait, nos slogans étaient affûtés comme des couperets et décidés à innover, nous avions encouragé vivement les camarades des quartiers populaires à battre la pavé avec nous. Pour rendre la monnaie de sa pièce à Hortefeux, signataire de la récente campagne de stigmatisation de l'Islam parfaitement relayée par les médias « faiseuses d'opinions », nos mots d'ordre dénonçaient sans ambages les amalgames et autres discours visant à diviser les classes populaires. Cela ne pouvait que fonctionner et compte tenu de la crise économique généralisée, des attaques récurrentes et unitaires de l'ensemble des gouvernements européens contre tous les acquis sociaux et ce, au nom de la sacro-sainte politique de respect des critères de stabilité, il nous paraissait évident qu'inviter à la convergence pour faire front allait de soi. De surcroît, l'horizon noirci par le projet de «contre-réforme» des retraites ne pouvait qu'inviter à l'union et déboucher sur une catalyse des forces vives de la contestation populaire. Mais (oui car il y en a un), sans doute fantasmions-nous et si nous avons été plus perspicaces, nous aurions pu anticiper ce qui allait se révéler à nos yeux. Mais sans plus tarder, je vous propose donc de monter dans la benne détrempée de pluie de notre camion.

Le départ du cortège était fixé à 10H30, devant notre bonne Maison du

Peuple belfortaine. Bien évidemment, compte tenu de la mise en oeuvre d'une logistique sonore et graphique à la hauteur de l'événement, nous avons positionné notre véhicule dans un endroit stratégique vers 9H15, afin de nous glisser le moment opportun dans le cortège, quand il se mettrait en mouvement. Ceci fait, sur le camion, on s'affère. On câble la sono, on fait des essais, le groupe électrogène crachote sa fumée, des fûts reconvertis en tambours sont installés, les drapeaux des AES, du NPA sont mis en place. Les enfants d'une dizaine d'années de quelques camarades s'affèrent déjà à cabosser les tonneaux, dans un joyeux tintamarre. Nos chansons festives mais engagées ne manquent pas de finir de réveiller l'autochtone et l'invitent à rejoindre le cortège. A 9H45, tout est en ordre, nous sommes prêts à faire feu. Ça va barder ! Juste devant la Maison du Peuple, les troupes syndicales se mettent en ordre. Elles sont clairsemées et les parapluies sont de sortie, car il commence à pleuvoir copieusement. La superstition m'assaille. Mauvais présage ! Je me retourne vers un camarade et lui lance en souriant: «La classe ouvrière aura donc été victime de toutes les trahisons, même le temps s'y met». Il se marre... un peu jaune tout de même.

Pour ce qui concerne la modestie des effectifs, nous ne sommes pas en reste, car malgré les quelques 2500 tracts distribués sur les marchés et dans les quartiers, force est de constater (pour parler CAC40), que le retour sur investissement n'est pas joufflu. Notre char tarde à ressembler à une ruche grouillante. A peine sommes nous une trentaine. Seuls quelques camarades des quartiers sont là. Vers 10H00, les responsables CFDT s'approchent de notre aréopage; Ils tentent d'identifier les meneurs, sans adresser un salut à qui que ce soit. C'est fait, ils ont repéré les leaders et se dirigent vers eux. Ils leurs demandent de laisser passer en tête les organisations syndicales (CFDT et CGT), ce qui est accepté de bon coeur. Les négociateurs cédétistes tournent les talons et migrent vers leurs troupes dont le nombre commence à augmenter. Persuadés de notre charisme, nous pensons que cette volonté d'ordonnancement des choses par les centrales ne pourra rien, face à la pertinence de nos slogans. Nous parviendrons à rassembler du monde autour de nous, c'est une certitude !. Pour nous réchauffer, nous répétons nos mots d'ordre, nous plaisantons et... la pluie redouble d'intensité. Les gamins, debout dans la benne, continuent à cogner sur leurs fûts. Les troupes du NPA arrivent, des adhérents des AES les suivent et une cinquantaine de personnes se rassemblent à notre périphérie. On augmente le

volume de la sono. Ça y est, ça démarre ! Pour ce qui est «de voir ce que nous allons voir», manifestement nous ferons dans le qualitatif plutôt que le quantitatif, car à l'aune de ce que nous constatons en terme de mobilisation, parler de mille personnes, c'est être déjà optimiste; Rien à voir avec ce que nous avons vécu au même instant en 2009.

Les camarades de la CGT puis de la CFDT passent devant nous et conformément à notre engagement, nous nous insérons dans le défilé, juste derrière. Techniquement, tout marche comme sur des roulettes, à quelques effets de larsen près. Derrière le camion, les drapeaux de la FSU, du PS, de la LDH ploient sous la pluie. Devant, outre les signalétiques syndicales, on discerne des militants LO et les MJS. Par contre, heureusement que la CFDT a apporté sa sono mobile (d'une redoutable efficacité d'ailleurs), car les slogans ont du mal à fuser de la part des manifestants. On se promène, le nez aux embruns, mais il est sans doute trop tôt pour faire oeuvre de réprobation vis à vis des cliques dirigeantes. Un peu de miel aurait été indubitablement de bon ton afin d'adoucir les gorges et inviter les cordes vocales à l'expression. De notre côté, nous ne nous en laissons pas compter et sus à la stigmatisation des populations immigrées, nos slogans appellent à la régularisation des sans papiers sans restriction, bref pour nous, «quartiers populaires et travailleurs, même combat pour faire barrage à l'infamie sociale». Sarkozy en ramasse pour son grade et cette réforme de misère concernant les retraites, «nous n'allons n'en faire qu'une bouchée». Au passage, nous rappelons que l'assimilation des musulmans dans leur ensemble à l'intégrisme religieux est un bla-bla dont nous ne sommes pas dupes. Cependant, nous ne parvenons pas à contaminer le défilé. A l'arrière du bahut, on papote, on échange certainement sur la pluie et le beau temps, histoire de montrer qu'on est bien en phase avec l'actualité et qu'on colle aux événements. On regarde ses chaussures, on fait mine d'être là sans l'être réellement. Dans tous les cas, on ne scande que très modestement, les plus généreux se contentant de répéter timidement et incomplètement les mots d'ordre, sans doute que trop vaguement écoutés et assimilés ...

FO et notre cortège: rencontre du troisième type

Au loin, la caravane avançant, des drapeaux rouges se profilent au bout d'une avenue. Bigre, voilà FO ! Notre camion arrive à la hauteur du rassemblement dissident. Une cinquantaine de personnes nous regardent hébétées.

Pas un mot, pas une invective, pas un salut, pas une seule invitation à la convergence. Personne ne va sortir de l'une ou l'autre entité pour aller rencontrer une connaissance. Je suis consterné, halluciné, hébété à mon tour. Au volant de mon véhicule, je me hasarde à un «FO avec nous». Je répète, j'insiste, mais sans doute parlais-je une langue étrangère que nul ne comprend. Je salue les manifestants, je mouline tel un Don Quichotte derrière mon volant. Il ne se passe rien. Accablé, mais utopiste dans l'excès, je scrute mon rétroviseur, au cas où certains membres de la maison Mailly décideraient de faire scission pour nous rejoindre. Rien ne se passe. FO ne crie pas et la caravane passe. On allait voir ce qu'on allait voir... Il devait s'agir de cela. Il est vrai que les courriers échangés courant avril entre Mailly et Thibault ne laissaient rien présager de bon. Le responsable FO avait, dans un premier temps, invité son homologue de la CGT à durcir le ton vis à vis du gouvernement, notamment en réfléchissant à appeler à une journée de grève générale. Bernard n'avait pas manqué de renvoyer Jean-Claude dans ses dix huit mètres, lui reprochant la politique de cavalier seul qui caractérisait FO ces derniers temps. «Tous ensemble, tous ensemble...» Vous vous souvenez ? On se paie de mots avec de telles formules. Je crois comprendre pourquoi ce brouet verbal m'agaçait lors de nos précédentes manifestations.

Mais revenons à nos moutons (si je puis me permettre). Nous entamions la remontée d'une rue piétonne. J'avais déjà moins de bagout. Sur la sono de la CFDT, la chanson du chiffon rouge passait en boucle. On continuait dans la schizophrénie.

“Compagnon de colère, compagnon de combat,

Toi que l'on faisait taire, toi qui ne compte pas

Tu vas pouvoir enfin le porter,

Le chiffon rouge de la liberté...”

J'en restai bouche ouverte. Qu'est ce qu'on chantait là ? Après l'épisode FO, je m'interrogeai. Quel était ce “compagnon de combat” ainsi évoqué ? Une grande séance de non reconnaissance mutuelle venait de se dérouler sous nos yeux et personne n'avait rien vu semble-t-il. J'étais peut être le seul à avoir remarqué quelque chose ou sans doute avais-je une interprétation erronée des faits. Mais en regardant les uns et les autres, répartis tout autour du camion, j'étais rassuré. Le malaise était perceptible. Dans tous les cas, la fraternité ouvrière allait nécessiter une refonte de son concept. La fraternité «ouvrièro-boutiquière», vous connaissez ? C'est nouveau ? Bien entendu que non, mais votre serviteur, compte tenu de l'urgence de la situation, pensait benoîtement que l'on ferait fi des vieux schémas d'antan. J'en étais pour mes

frais. Nous continuions à voir ce que nous devions voir... Les camarades des quartiers continuaient sur leur lancée. Ils appelaient à la convergence et l'unité. Ils se hasardaient à évoquer la nécessité de nous mobiliser sur le sort fait aux ouvriers palestiniens de Cisjordanie et qui travaillent en Israël. Ils stigmatisaient l'hypocrisie du patronat français vis à vis des sans papiers. Sans doute y avait-il là matière à réflexion, pour ainsi illustrer le fait que les exploités n'aient pas de patrie (eux).

Quand les slogans mettent les troupes en mouvement

Perdu dans mes elugubrations, j'avais ignoré un phénomène migratoire pourtant massif. Comme je vous le disais plus haut, notre sono se situait environ à la moitié du cortège. A mesure que nos slogans se faisaient de plus en plus internationalistes, les drapeaux de la FSU se sont mis à accélérer. Ceux de la LDH leur avaient emboîté le pas et ce, dans le but de rejoindre des zones plus tempérées où grenouillaient tranquillement militants des MJS et leurs aînés, militants LO (??!!) et quelques gens du MRC. Quelle ne fut pas ma surprise de constater que le peloton qui suçait la roue de notre carrosse avait maigri considérablement. Je me surpris à une “mauvaise” réflexion personnelle et imprégnée de cynisme. “l'Internationale des luttes, oui... mais faut pas déconner, pas avec n'importe qui”. Mais oui, mais c'est bien sûr ! On ne mélange pas les torchons et les serviettes ! Ne l'oublions pas, nous étions à Belfort, pays de “Chevènement le ressuscité”, stigmatisateur de “sauvageons”. C'est chouette la fidélité aux figures locales!

J'étais donc en colère derrière mes essuie-glaces. Souvent, en comité de rédaction, nous nous demandions pourquoi cela ne fonctionne pas. Pourquoi en 2009, cela n'a pas décollé alors qu'une chance historique s'était certainement présentée; C'était du moins l'analyse que certains (dont je suis) en ont fait. Une partie de l'énigme se résolvait sous nos yeux. L'examen de ce mini laboratoire de la contestation belfortaine se révélait être une impitoyable maquette. Le mouvement populaire ne semblait plus posséder de colonne vertébrale. Son «atonisme» n'était que la conséquence d'un incroyable manque de structure. Les fondements historiques des luttes de nos aînés et le bagage qu'il représentaient avaient-ils disparu dans le néant ? Auraient-ils été digérés par le broyeur à idéologies, pour ainsi laisser place à une bouillie fade faite de querelles de chapelles, d'ignorance de l'autre, terreau propice à la disparition de toute volonté de s'extirper du marasme ? Le fantasme du prolétariat émancipé et créateur d'un avenir débarrassé des loques de la vieille pensée réactionnaire en prenait un coup. Nous n'étions que

fragments, temporairement rassemblés et prêts à retourner dans nos niches respectives au moment de la dissolution de la manifestation. Les mots ont un sens et «dissolution» est parfaitement idoine

Les damnés de la terre ont perdu la mémoire.

Mais quitte à faire les choses en grand et afin de parachever l'oeuvre de la matinée, l'Internationale fut entonnée par la sono cédétiste. Les points levés étaient bien là, les chanteurs aussi. Une camarade avait repris notre microphone et à bout de force mais volontaire, elle donnait le change et tentait de nous redonner le moral. Mais ses efforts furent vains. Heureusement, Eugène Pottier ne pouvait nous entendre. Je ne sais s'il aurait reconnu son oeuvre au travers de notre interprétation.

L'État comprime et la loi triche;

L'impôt saigne le malheureux;

Nul devoir ne s'impose au riche;

Le droit du pauvre est un mot creux.

C'est assez languir en tutelle,

L'égalité veut d'autres lois;

«Pas de droits sans devoirs, dit-elle,

Égaulx, pas de devoirs sans droits !»

Pas une fois en ce premier matin de mai, je n'ai eu le sentiment que nous ayons été à la hauteur de ce couplet. Les faits étaient impitoyables et la démonstration terrible. J'avais honte. Honte de notre incapacité d'accueil. Les camarades des quartiers devaient se demander



ce qu'il faisaient là. L'affirmation d'une nécessité première telle que celle de la fraternité des travailleurs, ou la dénonciation de la stigmatisation systématique et systémique, ne provoquaient que fuite et rejet. «Égaulx, pas de devoirs sans droits...» D'avoir vu détalier la LDH m'autorisait une interprétation, qui pour l'instant me paraissait la plus cohérente. Les habitants des quartiers populaires, avant de pouvoir prétendre à participer à

nos insignifiantes manifestations, se devaient de montrer patte blanche et ne pas sortir des limites dans lesquelles la société les confinait quotidiennement. «Pas de droits sans devoirs dit elle...» Qui «elle» ? La LDH ?

«Paix entre nous, guerre aux tyrans», «Ouvriers, paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs, la terre n'appartient qu'aux hommes...». Ainsi chantait notre maigre foule, parfaitement incapable de donner sens à ces mots. Notre Internationale du premier mai à Belfort ne méritait même pas de majuscule. Elle était petite et ce n'était que justice, nous avions décidé de nous la jouer petit bras; Pauvre Internationale ! Pauvre de nous !

Les grenouilles se réchauffent puis c'est la cuisson finale !

Que l'Espagne de 36, mai 68, LIP, les luttes de 95 me paraissaient loin. Par quel miracle surnaturel ces choses ont elles été permises ? Bien entendu les plus érudits d'entre nous auront vite fait de démontrer que les conditions historiques sont bien différentes, que la radicalité nous manque et pour parachever notre impuissance, que le peu qui en subsiste n'est nullement structuré. Bien, c'est un fait, admettons et alors ? Les attaques multiples que les classes populaires ont à subir en terme de suppression de pans entiers des régimes sociaux, ne sont elles suffisantes dans leur intensité pour déclencher un sursaut significatif de dignité ? Quelle est donc cette mystérieuse alchimie qui nous a rendu si apathiques ? Souvenons nous de ce cher «syndrome de la grenouille»..

«Prenons une marmite remplie d'eau froide dans laquelle nage tranquillement une grenouille. Le feu est allumé sous la marmite, l'eau chauffe doucement. Elle est bientôt tiède. La grenouille trouve cela plutôt agréable et continue de s'ébattre. La température continue de grimper. L'eau est maintenant chaude. C'est un peu plus que n'apprécie la grenouille, ça la fatigue un peu, mais elle ne s'affole pas pour autant.

L'eau est cette fois vraiment chaude; la grenouille commence à trouver cela désagréable, mais elle s'est affaiblie, alors elle supporte et ne fait rien. La température continue de monter, jusqu'au moment où la grenouille va tout simplement finir par cuire et mourir. Si la même grenouille avait été plongée directement dans l'eau à 50 degrés, elle aurait immédiatement donné le coup de patte adéquat qui l'aurait éjectée aussitôt de la marmite. Cette expérience montre que, lorsqu'un changement s'effectue d'une manière suffisamment lente, il échappe à la conscience et ne suscite la plupart de temps aucune réaction, aucune opposition, aucune révolte.»

A ce petit rappel, faudrait-il ajouter que nos canapés et nos télévisions nous ont fait grossir le popotin et ont atrophié notre cerveau. La matière a migré de haut en bas. Est-ce suffisant d'accabler d'opprobre les centrales syndicales pour expliquer ce qui nous souille ? Tout le monde se gargarise du devoir de désobéissance, mais personne ne passe à l'acte. Tout à l'heure, je n'ai vu aucun quidam de FO sortir du troupeau et rejoindre notre cortège, ni même l'inverse d'ailleurs. Chacun chez soi, c'est mieux ainsi. Assis sur le siège de mon «utilitaire sonique», la colère me rongait. J'étais fâché tout rouge contre moi-même. Je ne comprenais rien et surtout j'étais incapable d'envisager une quelconque méthode pour sortir du trou. J'en suis d'ailleurs resté là. Tel l'élève qui cherche à résoudre une équation à deux inconnues en ne maîtrisant que la résolution de celles à une inconnue. Sans doute faudra t'il encore attendre pour que les esprits s'échauffent enfin. Ce n'est guère constructif ni très enthousiasmant d'un point de vue stratégique, mais il doit y avoir quelque chose de «sage» la dedans. En 67, la France s'ennuyait. Il fallut encore un an pour que les choses se décentent. L'impatience ne serait-elle pas notre pire ennemi ? Il est vrai que les occasions n'ont pas manqué. Égaré dans mon fatras d'idées, je me remis à rêvasser, la jambe gauche engourdie à force de débrayer et embrayer. Je n'étais même plus dans la manifestation. Je conduisais un corbillard.

Perdu au fond de ma cabine, TINA vient me caresser l'esprit

La veille de ce jour glorieux, je conversais avec un valeureux militant paysan que je voulais présomptueusement emporter dans mon périple du lendemain. Parfaitement désabusé du contexte rabougri qui nous berce, il m'avait glissé à l'oreille (non sans malice) ce bon vieil adage «faire et construire avec le peuple tel qu'il est et non comme on voudrait qu'il soit». Il m'avait confié n'être jamais parvenu à faire totalement sienne cette maxime pleine de bon sens et affirma que si moi j'y parvenais, ce serait une rude avancée et que cela m'éviterait bien des déconvenues. J'avais rétorqué que certes il avait raison, mais que l'auteur de cette citation (malgré tout le respect que je lui dois) n'avait pas vécu les réalités qui façonnent notre quotidien contemporain. Sans doute l'affirmation faisait-elle fi d'une évidence bien cruelle. L'écriture de l'histoire officielle et son interprétation orientée sont majoritairement laissées à la plume des loups et les moutons en font leur pâture. Qu'un de nos contemporains envisage de se détourner quelques instants de son écran

géant et cesse de reluquer puis convoiter le dernier modèle «Lagu 008» de chez «Peunault» pour ainsi réfléchir et agir à l'amélioration significative de sa condition. est un sport bien différent que de le suggérer à un paysan sans terre, un mineur de fond ou un tâcheron de la fin du XIXe siècle.. Il s'agit de deux démarches bien différentes et l'un n'avait rien à perdre et peut-être tout à gagner à l'exercice, alors que l'autre, malgré la maigreur de son butin automobile ou électronique, craindra prendre un risque qu'il considère majeur s'il se livrait à ce travail «harassant». Pour finir, dans le but de dédramatiser l'échange, mais fort respectueusement, je signalai narquoisement à cette chère tête grise qu'une société «scienticisée» qui a su créer des semences hybrides aptes à ne générer que des fruits stériles, parfaitement inca-



pables d'assurer une continuité génétique au travers des graines qu'il produit (ses propres semences sont mortes et constituent la caractéristique première de ce qu'on nomme en agronomie les hybrides de type F1), a de bonnes chances de parvenir au même exploit en ce qui concerne la conscience politique de ses citoyens. Les deux démarches sont parfaitement cohérentes entre elles. Dans un cas, elle assure la dépendance du jardinier ou du paysan, le privant de toute forme d'autonomie «semencière» tout en le consolant par la «chatoyance» parfaitement artificielle de tomates bien trop rouges et fort fades. Dans la seconde, l'individu, déconnecté de l'essence même de ses appartenances de classe, brinquebalé par de vagues perspectives d'évolution sociales ascension-

nelles dont finalement une minorité jouira, aura fini par en perdre la capacité de discerner ce qui relève de son intérêt premier, à savoir l'intégrité de sa dignité. Mon interlocuteur en avait convenu et me promis d'y réfléchir. Mais quand à m'accompagner à ce qu'il planifiait comme relevant du désastre, point trop n'en fallait.

Je me mis à regarder une policière qui paraissait surprise de voir des enfants perchés et tapant sur des bidons. Elle me dévisagea et sourit. Un comble ! Je lui rendis son agréable attention. Un de ses collègues qui m'avait observé se retourna vers elle. Elle eut juste le temps de se raviser et reprit une expression sévère. Mon genoux gauche commençait à me faire souffrir. Cette maudite pédale d'embrayage était dure. Je me remis à cogiter... Sans doute nous appartient-il de commencer par éviter de vouloir faire trop vite «table rase», au risque de nous bercer d'illusions. Certains de nos illustres prédécesseurs affirmaient «qu'on ne fait que ré-ouvrir le livre à la page du milieu» et c'est justement en cette action que réside la difficulté majeure. L'obligation à lutter contre la propagande quotidienne et récurrente a émoussé nos sabres. «There Is No Alternative (TINA)» affirmait Thatcher. Encore Marx, en son temps, en avait-il échafaudé l'antithèse, qu'on eu pu le croire presque sur parole et qu'il fusse publié. Combien de paragraphes, de livres, d'articles ont ils été nécessaires depuis les années 80 pour fracasser l'ignominie des propos de l'ancienne locataire du dix Downing Street ? Que n'aurais-je la sensation que ce travail de Titan, mobilisateur de cogitations multiples et souvent brillantes soit si mal récompensé, ne serait-ce qu'ici, ce matin à Belfort. Mais comment pourrions nous encore penser que nos idées et concepts, aussi logiques et pleins de bon sens soient ils, puissent s'affranchir de la puissance des fétichismes idéologiques les plus creux qui soient, mais sempiternellement rabâchés à longueur d'ondes et de pixels de la matrice télévisuelle ou de l'internet. Notre faiblesse se situe sans doute là et fait le lit de notre découragement Détenir une petite part de solution tout en étant incapable de nous rendre audibles ne fera de nous que des frustrés. Nous nous transformerons en bête à broyer du noir et en ce matin de mai, j'avais entamé la mutation, assis sur mon siège Pour ne pas sombrer, j'aurai besoin de ce cher Gramsci plus que de tout autre. «Celui qui ne sait d'où il vient ne peut savoir où il va» et «avoir le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté». Ces deux citations valent synthèse..Pour le moment, ceux qui entrevoient une quelconque perspective doivent s'armer de patience... Mais il était temps que je reprenne mes esprits, la préfecture était en vue.

Épilogue.

Nous arrivions donc à la fin de notre odyssée embaumée de muguet et non de poudre. Après être grimpé dans la benne de notre «charrette de la contestation», j'ai arrêté le groupe électrogène, afin que tous puissent écouter religieusement le discours de clôture de l'intersyndicale. L'orateur y prodiguait de précieux conseils au gouvernement afin que les «négociations» sur les retraites prennent un chemin «constructif». Je n'écoutais plus. Mais que diable, qui avait-il à négocier ? Il n'y avait rien à négocier ! Que n'avions nous trop perdu de temps à le faire. Cette ultime reculade serait donc le nouveau chapeau en peau de porc épique dont nous aurions à nous repaître. C'était à pleurer. Mon calvaire dura de longues minutes interminables. Alors que le désespoir m'achevait à grands coups de propos creux, le discours sem-

RETRAITE-CHÔMAGE-SALAIRES COMMENT FAIRE DESCENDRE LES FRANÇAIS DANS LA RUE ?



blait se conclure. La troupe avait déçu de presque un tiers. Elle était bougrement efficace cette cruciale déclaration de l'intersyndicale ! Sans coup férir, je remontais sur le camion, je remettais le groupe en route et notre sono fut prête à faire feu. Tout à coup, celle de la CGT reprit du service et tenta de couvrir les interventions des camarades du NPA et des AES. Ainsi donc notre correction ne fut elle pas récompensée. Un hard-rock barbare et glouton de silence finit de dissiper les dernières résistances. On se sauvait en masse ou on se dirigeait clopin-clopant vers le stand casse-croûte. Seuls quelques quidams écoutaient nos rappels historiques sur le premier mai, nos appels à une lutte féroce pour résister au consensus politique qui n'avait pas lieu d'être sur le sujet des retraites, ni sur aucun autre d'ailleurs.

Nos propos internationalistes s'envolaient. Une camarade prit la parole et stigmatisa la «Burka bla-bla». Dans les médias de pouvoir, que ne nous parlait on de la dignité des femmes alors que chaque jour qui passe, elles sont les principales victimes de spoliations de droits les plus élémentaires, que ce soit en terme de rémunération, de fragmentation d'horaires de travail, de violences conjugales et j'en passe. J'avais la sensation qu'une hémorragie de mots et d'idées se déversait dans le vide sidéral. Nous étions une vingtaine de paires d'oreilles à écouter. Décidément, sur cette place de la Préfecture, on ne s'aimait pas, on ne s'écoutait pas et on ne se comprenait pas.

«Le monde va changer de base, nous ne sommes rien soyons tout.» Certes, mais nous allons devoir redoubler d'efforts.

Hier, j'écoutais un reportage sur les nouveaux phénomènes de société. Les «apéros géants» organisés sur le réseau social Facebook y étaient évoqués. Les autorités redoutaient les débordements lors de ces convergences éthyloconviviales et donc les interdictions préfectorales se multipliaient. Je crois que ce n'est pas demain la veille qu'un préfet redoutera des désordres lors d'une manifestation socio-professionnelle de l'acabit de celle de ce matin pluvieux. Outre les apéritifs festifs, ce qui «cartonne» de nos jours, ce sont les rassemblements de joueurs sur ordinateurs qui se réunissent dans des garages ou d'immenses salles pour s'adonner au jeu en réseau, le nez collé à leur écran, des ampoules aux doigts à force de cramponner leurs manettes; Super ! On créé du lien avec des câbles électriques. Vous allez peut être rire, mais je pense sincèrement que tant que nous n'aurons pas été en mesure de comprendre ces phénomènes et les analyser, nous irons nous fracasser le moral dans des déambulations stériles. Ces phénomènes pulvérisent les records d'affluence et nous rendent cruellement jaloux quant à leur force d'attractivité. Notre tâche est âpre et nous allons devoir exceller dans nos analyses sociologiques et anthropologiques pour ne pas sombrer dans la dépression. J'oubliais un détail. La bataille des retraites, sincèrement, nous allons la perdre. Ne m'en veuillez pas, mais «les faits sont têtus».

Patience, patience chers lecteurs. Je vais m'enfermer dans mon laboratoire et je vais chercher la formule de la potion magique «qui donne envie d'en découdre». Faites de même. A vos fioles camarades !

Hervé COUPERNOT

Ils ont osé !

Le 7 avril dernier, un militant antinucléaire, Michel Guéritte animateur du collectif “La Qualité de la Vie” (QV) à Ville-sur-Terre, petit village de l’Aube, comparaisait devant le tribunal correctionnel de Troyes sur plaintes des maires de deux communes auboises, Pars-lès-Chavanges et Auxon, pour menaces et injures à leur rencontre. Le procureur a requis un mois d’emprisonnement avec sursis et une amende de 300 euros. En outre M.Guéritte devrait verser 3000 euros aux plaignants. Le tribunal doit prendre sa décision le 18 mai. Une campagne de soutien lancée via les collectifs régionaux et internet a débouché sur la présence d’une centaine de militants venus de l’Aube et des départements voisins devant le tribunal, vêtus de blanc, un mouchoir sur la bouche.

Petit rappel

Les deux communes en question font partie de la quarantaine dans le nord-est qui se sont portées candidates pour recevoir un centre d’enfouissement de déchets radioactifs de faible activité et à vie longue (FAVL). A préciser que l’Aube dispose déjà de deux centres de stockage gérés par l’ANDRA (Agence Nationale de gestion des Déchets Radioactifs): l’un qui reçoit les déchets à très faible activité (Morvilliers, opérationnel depuis 2003) et l’autre ceux à faible et moyenne activité (Soulaines, actif depuis 1992), les deux candidates n’en étant pas très éloignées. Ce scénario de recherche de communes favorables au projet lancé par l’ANDRA ne s’est pas déroulé seulement dans l’Aube, mais aussi dans les départements limitrophes: la Haute-Marne, les Vosges, la Meuse. Les collectifs de refus se sont alors multipliés pour se regrouper dans la “Fédération Grand-Est STOP déchets nucléaires” (BP 17 52101 Saint-Dizier Cedex) dont fait partie la Q.V. Résultat des campagnes de rejet du projet: nombre de communes ont dit NON et d’autres, d’abord “pro” se sont ensuite déclarées “anti” sous la force de l’argumentation.

C’est dans ce contexte que M. Guéritte a mené une lutte acharnée contre ce projet démentiel : à la fois dangereux et liberticide. Il n’était évidemment pas seul, mais est vite devenu le point de mire. De nombreux militants ou simples opposants s’étaient déplacés en 2009 pour tenter de faire revenir les conseils municipaux sur leur décision initiale d’acceptation. Ce qui a conduit à la démission du maire d’Auxon qui a “craqué”, selon ses propres termes. M. Guéritte n’hésitait pas à contacter directement les édiles. A la mairesse de Pars-lès-Chavanges il déclare par exemple: “est-ce qu’il faudra un jour mettre le feu aux 21 mairies de la communauté de communes pour arrêter ça?”, ce qui lui vaut cette réponse pour le moins étonnante: “oh ! je vous en prie, commencez par la mienne, j’ai pas de budget pour la refaire” (interview par Rue 89). Le ton de la boutade ne peut tromper. Pourtant voilà comment aujourd’hui un militant peut être poursuivi en justice pour “menaces de mort et d’incendie de lieux public. Par

ailleurs la mairesse de Pars-lès-Chavanges reconnaîtra près de l’avocat de la défense que c’est sur demande expresse du directeur de l’association des maires auboises, présidée par F. Baroin, député-maire de Troyes et maintenant ministre du budget, qu’elle a porté plainte.

Les enjeux dépassent l’incident

Il apparaît évident que la poursuite - et l’éventuelle condamnation - de M. Guéritte dépasse largement les limites des deux maires qui ont porté plainte, du département de l’Aube, et du militant individuel pour toucher à quelque chose de bien plus large: la filière nucléaire et donc atteindre la dimension nationale. Questionné par la journaliste de Rue 89, Stéphane Lhomme, ex-porte parole du réseau “Sortir du Nucléaire”, lui-même victime de la justice, précise, parlant de M. Guéritte, “il met les élus devant leurs responsabilités... Là il y a un risque de blocage total de la filière nucléaire qui tient à une seule personne; cette affaire peut remettre en cause toute la filière nucléaire française...”. Les cas répétés de mobilisation dans les zones concernées comme la Haute-Marne ou la Meuse ont déjà porté leurs fruits dans le refus d’accepter l’inacceptable; et pas seulement dans la recherche d’un site de stockage des FAVL. C’est ainsi que la mairie de Bonnet (Meuse) concernée par les déchets radioactifs les plus dangereux: très toxiques et à vie longue (HAVL) prévus pour être enfouis à Bure et aux alentours a dit NON au nom du principe de précaution.

Cette décision de Bonnet, saluée comme il se doit par les opposants, a sans doute marqué les esprits des protagonistes de l’enfouissement. Si coïncidence il y a entre cette position municipale et celle du procureur de donner suite aux plaintes, elle ne peut qu’être sujette à interrogation et autoriser le doute, surtout si l’on rappelle par la bouche de l’ex maire d’Auxon qu’une première plainte “pour menace de mort par téléphone” a été classée sans suite⁽¹⁾. L’argumentation du procureur selon laquelle le militant avait “dépassé les limites du débat démocratique et bas-

culé dans l’invective et la menace” cache mal la forêt. Y aurait-il crainte que les antinucléaires arrivent à bloquer Bure? Il faut empêcher cela, alors tous les moyens sont bons, y compris les poursuites pénales pour des paroles quelque peu déplacées. L’avocat rappelait d’ailleurs qu’il existe une jurisprudence qui protège la liberté d’expression: “Quand il s’agit de sujets d’intérêt général ayant trait à la protection de la santé et de l’environnement, on peut utiliser des propos excessifs, voire outranciers”. En somme M. Guéritte n’a fait que s’y référer.

Une condamnation de M. Guéritte à de la prison avec sursis équivaldrait à un avertissement. Et ce serait également un message clair à tous les antinucléaires qu’il faut arriver à bâillonner. Une pression annonciatrice d’une répression qui ne ferait que s’appesantir. Le lobby nucléaire: Etat, ANDRA, AREVA... piétine ce qu’il appelle le débat démocratique (le nucléaire, c’est top secret!) et c’est Guéritte qui en est accusé. Le procès est bel et bien politique, comme l’a affirmé ce dernier.

J.F le 20-4-2010

(1) A ce propos, un militant antinucléaire de Chaumont, agressé physiquement en pleine rue par un pro nucléaire, a vu la plainte qu’il avait déposée subir le même sort..

Sources : pour l’essentiel Romandie News/source AFP et Rue 89 (www.rue-89.com), mais aussi Politis (15-4-10) et le site villesurterre.com

Appel à soutien financier : chèques à l’ordre de la Q.V., 8 route de Soulaines, 10200 Ville-sur-Terre.

Dernière minute :

1) la commune de Bonnet a dit NON à l’enfouissement des déchets HAVL sous son sol. Et bien le gouvernement passe outre: le préfet considère cette délibération comme un vœu.

2) A la sortie de ce numéro, on aura peut-être le nom de deux autres communes auboises choisies par l’ANDRA pour recevoir les poisons FAVL, refusés par Pars-lès-Chavanges et Auxon.

Rencontres et lectures à contre courant

L'argent et les mots

Aussi loin du catastrophisme ambiant («Tout va disparaître») que de l'angélisme bêtifiant («On en a vu d'autres»), André Schiffrin trace des pistes pour sauvegarder l'indépendance de l'édition, de la librairie, du cinéma et de la presse. Il ne se contente pas de faire un triste état des lieux. S'inspirant de tentatives qui ont réussi, d'Oslo à Paris, du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire) à Minneapolis (Minnesota), il propose des solutions, simples ou sophistiquées, qui ont en commun de pouvoir être appliquées dès demain sans ruiner les finances publiques. Toutes ces solutions, Schiffrin le souligne, nécessitent des décisions politiques mais pas nécessairement gouvernementales: les municipalités, les régions, les États en Amérique ont un rôle important à jouer, qui peut partout contrebalancer les néo-libéralismes nationaux. Ce livre, écrit par un homme qui a derrière lui un bon demi-siècle dans l'édition indépendante, est une incitation lucide et optimiste à prendre conscience que nous ne sommes ni impuissants ni condamnés à la seule consommation de best-sellers, de journaux misérablement asservis ou de séries télévisées ineptes. L'Argent va-t-il l'emporter sur les Mots ? La réponse, nous dit Schiffrin, dépend de chacun de nous.

«**L'argent et les mots**» d'André Schiffrin est paru aux Editions La fabrique. 112 pages. 13 euros. ISBN 978-2-35872-006-9.

Les immigrations en Picardie : 19^{ème} et 20^{ème} siècles

Alors que la question de l'Immigration demeure un sujet largement mis sur la place publique, de manière périodique - périodes électorales notamment - souvent avec des connotations pas toujours sereines : l'immigré bouc-émissaire, le pseudo débat sur "l'identité nationale" surfant sur la méconnaissance et les préjugés bien entretenus du public, ce livre, embrassant un espace spatio-temporel bien défini : la région Picardie, et comme point de départ le début du 19^{ème} siècle, permet de *"mieux comprendre, sous des angles variés, ce qui caractérise vraiment les phénomènes migratoires"*. Il s'agit là d'un ouvrage universitaire et documentaire à plusieurs mains (pas moins de quatorze contributions) réalisé sous la direction d'Alain MAILLARD, maître de conférence en sociologie à l'université de Picardie Jules Verne et chercheur au laboratoire "Habiter". Il fait suite à une enquête régionale commanditée par l'ACSE (Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances) ainsi qu'à un colloque, l'une et l'autre organisés par un groupe de chercheurs de l'université de Picardie.

La lecture fait utilement ressortir, au travers des recherches et des apports recensés, les nombreux non-dits et sous-entendus habilement suggérés et exploités par des fonds de commerce tant publiques (institutionnels) que privés et qui dénature la réalité.

«**Les immigrations en Picardie : XIX^{ème}, XX^{ème} siècles**» est paru aux Editions Licorne, 35 rue Alphonse Paillet, 80000 Amiens. 304 pages. 19 euros. ISBN : 978-2-296-01609-5

De Rosa Luxemburg : Introduction à l'économie politique

De 1907 à 1913, Rosa Luxemburg donne des cours d'économie politique à l'école du parti social-démocrate allemand. Alors que ce dernier se montre de plus en plus complaisant à l'égard d'un système qui conduit tout droit à la Première Guerre

mondiale, Rosa Luxemburg fait ressortir les contradictions insurmontables du capitalisme, son inhumanité croissante, mais aussi son caractère transitoire. Appuyé sur les avancées scientifiques et critiques de son temps, son regard embrasse les formes d'organisations sociales les plus variées, depuis le "communisme primitif" jusqu'au dernier-né des modes d'exploitation, le capital "assoiffé de surtravail". Dans ces leçons, qui s'inscrivent dans le droit-fil de la Critique de l'économie politique de Marx comme du Manifeste communiste, elle pose la question qui resurgit aujourd'hui avec plus d'insistance que jamais: socialisme ou chute dans la barbarie!

Préface de Louis Janover. «**Introduction à l'économie politique**» est le premier titre d'une nouvelle collection, réalisée en co-édition avec le collectif Smolny... qui accueillera les œuvres complètes de Rosa Luxemburg aux Editions Agone. 464 pages. 20 euros. ISBN : 978-2-7489-0113-9

Les mauvais jours finiront

Un bien étrange sujet que ce Syndicat de la magistrature. Fils des promesses de 1968, né d'une conception radicalement anti-corporatiste, il s'est toujours efforcé de penser la Justice avant le droit, et le Peuple avant le juge. Voltaire collectif de notre temps, il dénonce l'arbitraire du pouvoir et la soumission de l'appareil judiciaire. Il revendique à l'égard de tous les pouvoirs qui se sont succédé depuis sa fondation un droit de critique et une indépendance absolue.

On retrouvera dans ce livre les grands combats du Syndicat. On verra aussi comment se sont élaborées des positions souvent iconoclastes sur la délinquance financière, les relations avec les pays pauvres, les institutions carcérales; ou comment le Syndicat a défini ses rapports avec les avocats, les syndicats ouvriers ou encore la Cour pénale internationale.

Depuis quarante ans qu'il existe et interroge la justice avec une singulière liberté de ton, le Syndicat de la magistrature n'a pas changé de cap. Aujourd'hui, fidèle à son utopie fondatrice, il proclame dans ce livre comme la chanson communarde que «**les mauvais jours finiront**». 264 pages. 15 euros. ISBN 978-2-3587-2009-0. Paru aux Editions La fabrique.

L'horizon argentin

Décembre 2001... Les médias diffusent – horrifiés – les images du peuple argentin en pleine explosion sociale et populaire lors des journées du 19 et 20 décembre 2001. La première des grandes crises du nouveau millénaire a remis au goût du jour des pratiques qui semblaient s'être perdues face aux assauts du libéralisme : Les assemblées générales de quartier, le troc, la récupération et l'autogestion d'entreprises par leurs travailleurs, l'action directe, etc., semblaient avoir été mis au placard définitivement. Pourtant, l'Argentine est de ces pays, à l'instar de l'Espagne, qui ont été fortement marqués par des pratiques directement issues du riche et foisonnant mouvement anarchiste des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles même si, aujourd'hui, les anarchistes argentins ne sont toujours pas « un sur cent »...

C'est dans l'histoire des cent quarante dernières années de l'histoire de ce pays que ce livre cherche à expliquer le succès de toutes les « nouvelles » pratiques post-2001 : autogestion, démocratie directe, action directe, volonté d'autonomie dans le champ populaire, etc.

«**L'horizon argentin**» de Guillaume de Gracia est paru aux éditions CNT-RP. 584 p. 22.00 euros. Pour commander envoyer un chèque du montant + frais de port, à l'ordre de : CNT-SL à CNT- Service Librairie : 33 rue des Vignoles 75020 PARIS. (edcnt@no-log.org)

Footafric

Le matraquage ira crescendo jusqu'au 11 juillet prochain, terme de la coupe du monde de football qui se déroulera en Afrique du Sud. La récente libéralisation des paris en ligne amplifiera encore l'abêtissement collectif et les gains des amis du Fouquet's...

La lecture d'un ouvrage qui vient de paraître chez "L'Echappée" (de Ronan David, Fabien Lebrun et Patrick Vassort, il est intitulé «Footafric» - 128 pages, 11 euros), peut vous aider à résister.

On y souligne que le mythe de la nation «arc-en-ciel» a fait long feu aujourd'hui en Afrique du Sud où sévissent violence, ségrégation sociale, prostitution et sida. Présentée comme une chance pour le pays, la Coupe du monde permet la militarisation de l'espace et l'occidentalisation forcée de l'économie tout en organisant le pillage des fonds publics au profit des grandes sociétés capitalistes. Dans ce développement de la «globalisation» économique qui vise à l'institutionnalisation d'un néocolonialisme, la Coupe du monde en Afrique du Sud est, plus que jamais, l'opium du peuple des townships, l'outil essentiel de son exploitation.

Une nouvelle fois, le football, qui participe du processus de production capitaliste, se révèle être l'appareil de domination, de contrôle et d'aliénation des peuples.

C'est (l'éternelle) histoire que rappelle «Footafric».

AUCUN RÉGIME
TOTALITAIRE N'A
ESSAYÉ DE
NUIRE AU
SPORT!

PRELÈVE
QU'IL Y EN
A LÀ D'DANS!



VEESSE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 28/05/2010

Sommaire

- Page 1 Edito : Effet domino au casino européen
Page 2 à 4 La voie du capitalisme du désastre
Page 5 à 7 Prendre aux mots la dimension mortifère
du capitalisme contemporain
Page 8 et 9 Le hold-up tranquille
Page 10 et 11 La retraite ? un salaire continué
Page 11 Edito AL : misère du patriotisme
Page 12 à 15 Premier mai 2010 : chronique d'une
journée particulière
Page 16 Ils ont osé !
Page 17 Rencontres et Lectures
Page 18 Footafric

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE